QUEEN
HG
4090
.A5214
1981
Avr.

Government of Canada | Gouvernement du Canada

Industry, Trade and Commerce | Industrie et Commerce

DOSSIER 12 450, 1.1 vol 2
REMIS À
DÉJÀ PRÊTÉ À

SEP 1981
REÇU
Service des Statistiques générales

RAPPORT DU

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

SUR L'ENQUÊTE MENÉE EN AVRIL 1981

SUR LES PRÉVISIONS D'INVESTISSEMENTS

Economic Policy and Analysis
Analyse et élaboration de la politique économique

RAPPORT DU

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

SUR L'ENQUÊTE MENÉE EN AVRIL 1981

SUR LES PRÉVISIONS D'INVESTISSEMENTS

Industry Canada
Library - Queen

OCT - 8 2008

Industrie Canada
Bibliothèque - Queen

Juin 1981
Groupe d'étude des investissements
Ministère de l'Industrie
et du Commerce
Ottawa

REMERCIEMENTS

Nous voudrions exprimer notre gratitude aux nombreux hommes d'affaires qui nous ont confié leurs projets et se sont donné la peine d'en discuter avec nous, nous permettant ainsi de réaliser l'enquête du ministère de l'Industrie et du Commerce sur les prévisions d'investissements.

Nos remerciements s'adressent également aux cadres supérieurs de la Banque du Canada, du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, du ministère des Finances, du ministère de l'Industrie du Manitoba, de Statistique Canada, ainsi qu'aux membres des directions de la planification industrielle et des politiques du ministère de l'Industrie et du Commerce, pour leur aide pendant l'enquête.

M. A. Skahen, analyste du Groupe d'études des investissements, a été chargé de répondre à toute demande d'information au sujet de ce rapport.

Nancy Chinfen
Analyste supérieure
Groupe d'étude des investissements
Ministère de l'Industrie
et du Commerce
Ottawa

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Préface	i
Résumé	ii
Faits saillants de l'enquête d'avril 1981	1
Perspectives régionales	11
Région de l'Atlantique	11
Québec	12
Ontario	14
Région des Prairies	17
C.-B. et région du Nord	19
Tableaux	
Annexe	

PRÉFACE

Ce rapport est fondé sur l'enquête faite en avril 1981 par le ministère de l'Industrie et du Commerce sur les prévisions d'investissements et à laquelle ont participé quelque trois cents grandes entreprises. L'étude ne couvre pas les petites entreprises, la construction domiciliaire, l'agriculture ou la pêche. Elle ne couvre pas non plus les débours directs du gouvernement. Par conséquent, les conclusions de l'enquête ne peuvent, sans redressement, s'appliquer à l'ensemble de l'économie.

Les données qui figurent dans ce rapport doivent donc être considérées comme les prévisions ou projets d'investissements d'un échantillon de grandes entreprises à un moment donné. Elles doivent donc être interprétées avec précaution car elles ne donnent peut-être pas une image complète des investissements effectués dans l'économie. En outre, ces projections peuvent naturellement être modifiées par l'évolution des conditions sur les marchés canadiens et étrangers, par des circonstances financières particulières, des conflits de travail et d'autres facteurs qui contribuent au fort degré d'incertitude du climat de l'investissement. L'utilité de ces données réside néanmoins dans le fait qu'elles permettent de faire connaître les modifications apportées aux dépenses prévues comparativement à l'enquête précédente, en plus d'identifier les facteurs qui ont amené ces changements. Elles fournissent en outre une ventilation des prévisions d'investissements de façon passablement désagrégée.

RÉSUMÉ

L'enquête du ministère de l'Industrie et du Commerce d'avril 1981 sur les prévisions d'investissements a porté sur quelque 300 grandes entreprises et permet donc d'obtenir des informations à jour sur les immobilisations des entreprises en 1981. Voici quelques faits saillants de ce rapport.

i) Les résultats de l'enquête après redressement laissent entendre que le niveau des dépenses des entreprises en 1981 augmentera entre 15 et 18 p. cent en dollars courants. Cela correspond à une augmentation de l'ordre de 4-6 p. cent en valeur réelle, chiffre que l'on peut comparer à une augmentation de 8.6 p. cent en 1980 et de 12.1 p. cent en 1979, comme en font état les Comptes nationaux.

ii) L'Ontario, les provinces de l'Atlantique et les Prairies jouissent d'une position privilégiée, chacune ayant un pourcentage d'augmentation plus élevé que la moyenne pour 1981; 43 p. cent, 42 p. cent et 40 p. cent en dollars courants, respectivement. (Il faudrait baisser quelque peu ces chiffres pour obtenir l'augmentation de tout le secteur des affaires dans chacune de ces régions).

iii) Si on la compare à une enquête semblable menée en octobre 1981, cette enquête récente permet d'entrevoir une diminution des perspectives d'investissements durant la période 1982-1985.

FAITS SAILLANTS DE L'ENQUÊTE D'AVRIL 1981

FAITS SAILLANTS DE L'ENQUÊTE D'AVRIL 1981

Vue d'ensemble

L'enquête d'avril 1981* fournit une indication des projets d'investissements pour 1981 en tenant compte des conditions économiques au moment de l'enquête. Les résultats laissent entendre que les investissements du milieu des affaires en 1981 continueront d'être un des points forts de l'économie canadienne. Cependant, les investissements prévus pour 1981 ne dépasseront pas autant le taux de croissance du PNB qu'en 1979 et en 1980.

Durant l'automne 1980, les quelque 300 grandes entreprises qui ont participé à notre enquête prévoyaient que leurs immobilisations en 1981 augmenteraient d'environ 29 p. cent en dollars courants par rapport à 1980 (sauf avis contraire, les montants en dollars et les taux de changement dans ce rapport sont calculés en dollars courants). Ces mêmes entreprises prévoient maintenant une augmentation de 35 p. cent en 1981. Ce changement résulte toutefois d'une révision à la baisse des dépenses de 1980, plutôt que d'une amélioration des perspectives pour 1981. Si on les compare aux résultats finaux de l'enquête menée en octobre 1980, les investissements déclarés en 1981 représentent une révision à la baisse de 5.7 p. cent et de 0.9 p. cent pour 1980 et 1981 respectivement.

Il faut noter que l'enquête ne porte pas sur les petites entreprises, la construction domiciliaire, l'agriculture, les débours directs du gouvernement, etc. Par conséquent, les résultats de l'enquête ne peuvent, sans redressement, s'appliquer à l'ensemble de l'économie.

---

* Voir l'annexe pour plus de précisions sur la nature et la portée de l'enquête.

Il convient en outre de noter que les projets d'investissements et les investissements réels sont deux choses différentes. L'expérience nous a permis de constater que les entreprises participant à l'enquête surestimaient généralement leurs plans initiaux d'investissements par rapport à leurs réalisations.

Pour évaluer le climat de l'investissement des entreprises canadiennes, il faut tenir compte d'un certain nombre de facteurs positifs. Mentionnons l'important programme de rationalisation en cours au sein de l'industrie canadienne de l'automobile, le programme de modernisation du secteur des produits forestiers en plus du potentiel sous-jacent considérable de l'activité pétrolière et gazière, y compris les pipelines et l'industrie pétrochimique connexe. Le Canada possède en outre un avantage concurrentiel distinct sur le plan de la disponibilité et du coût de l'énergie par rapport aux autres grands pays industrialisés, ce qui rend donc plus avantageux les investissements dans les secteurs des métaux de première transformation, des mines et du raffinage. La faiblesse du dollar canadien a également aidé à maintenir les coûts de la main-d'oeuvre au Canada à un niveau compétitif par rapport aux principaux pays membres de l'OCDE.

S'il est vrai que les dépenses d'investissements des entreprises ont été exceptionnelles au cours des deux dernières années, des signes laissent toutefois entrevoir un climat général moins favorable. Au cours de 1979 et de 1980, les dépenses réelles pour les installations (à l'exception de la construction domiciliaire) ont augmenté de quelque 21 p. cent au cours des deux années (comme en font état les Comptes nationaux) tandis que le Produit national brut réel a augmenté de 3 p. cent. Il semble donc qu'une capacité excédentaire existe au sein de l'économie canadienne et que les investissements augmenteront par le fait même moins rapidement.

Qui plus est, les profits des entreprises devraient augmenter beaucoup moins en 1981 qu'en 1979 ou en 1980. Les taux d'intérêt ont augmenté considérablement et ont retardé la mise en marche de nombreux projets marginaux. L'accès au marché des obligations à long terme comme moyen d'emprunt est beaucoup plus restreint. Le ralentissement de l'accroissement des prix des biens, l'augmentation des coûts de l'énergie, de la main-d'oeuvre et des matières premières, accompagnée d'augmentations moins fortes des prix de vente de l'industrie diminueront la marge d'autofinancement de certaines entreprises. En outre, le climat économique extérieur n'est pas aussi favorable cette année:plusieurs grands pays européens font face à un ralentissement de la croissance économique.

Tout compte fait, il semble que les investissements diminueront cette année par rapport au rythme exhubérant des deux dernières années. Toutefois, les perspectives actuelles ne laissent pas présager d'arrêts brusques des investissements mais leur poursuite à un rythme plus modéré, qui fournira tout de même un stimulant modeste à l'économie canadienne cette année.

Ainsi, après rajustement, et compte tenu de certains facteurs susmentionnés, les résultats de l'enquête d'avril 1981 permettent de prévoir que l'augmentation des dépenses réelles ou effectives des entreprises pour l'installation (à l'exception de la construction domiciliaire) pour l'ensemble de l'économie pourrait atteindre entre 4 et 6 p. cent en termes réels en 1981. Ce chiffre se compare à un taux d'augmentation de 8.6 p. cent pour 1980 et de 12.1 p. cent pour 1979, comme en font état les Comptes nationaux.

Les entreprises qui ont participé à l'enquête s'attendent à ce que les dépenses relatives aux installations soient d'environ $34 milliards en 1981, ce qui représente une augmentation d'environ $9 milliards par rapport à 1980. Environ 70 p. cent de cette augmen-

tation sont attribuables aux quatre-neuvième des entreprises sondées, qui appartiennent à six groupes principaux, notamment les produits forestiers, les produits chimiques, les mines, le pétrole et le gaz, les pipelines pour le pétrole et le gaz et les services publics (Tableau 1).

Perspectives des industries manufacturières

En 1981, les investissements des entreprises manufacturières dans les installations seront probablement de quelque $9 milliards en dollars courants, soit 40 p. cent de plus que les prévisions révisées des investissements pour 1980. Les investissements demeurent inchangés par rapport aux prévisions d'octobre dernier. Les dépenses les plus fortes seront effectuées par les industries d'exploitation forestière et de produits chimiques. Les dépenses engagées par les fabricants d'automobiles pour se rééquiper en vue de la fabrication d'automobiles plus petites sont également évidentes dans l'industrie du matériel de transport. Les fabricants d'aliments et de boissons et les autres industries manufacturières continuent d'indiquer pour 1981, des dépenses plutôt faibles pour de nouvelles installations (tableau 1 et tableau 2).

Perspectives des industries non manufacturières

On prévoit que les projets d'investissements pour le secteur non manufacturier atteindront en 1981 environ $25 milliards, soit une augmentation d'environ 34 p. cent par rapport au niveau révisé de 1980. Les industries de transport du pétrole et du gaz par pipelines ainsi que les industries des mines, des transports et d'entreposage font preuve d'une vigueur remarquable. Les projets d'investissements des services d'électricité pour 1981 indiquent maintenant une augmentation de 21 p. cent, quoique principalement attribuable à une révision à la baisse de 11 p. cent des dépenses effectuées en 1980.

Les sociétés pétrolières et gazières ont indiqué une augmentation de leurs investissements correspondant à la moyenne globale pour 1981 (35 p. cent). Les sociétés pétrolières et gazières constituent le seul groupe qui a réduit ses prévisions d'investissements pour 1981 par rapport à ses prévisions intérieures. L'incertitude générale qui règne quant aux résultats des discussions sur le partage des recettes entre le fédéral et les provinces ainsi que la politique nationale en matière d'énergie sont les principaux motifs invoqués pour justifier cette réduction.

Motifs et genres de modifications des investissements en 1981

Environ 41 p. cent des entreprises ont révisé leurs dépenses à la hausse pour 1981 tandis que 44 p. cent ont révisé les leurs à la baisse et 15 p. cent n'ont fait part d'aucun changement par rapport à l'enquête d'octobre 1980.

De meilleures évaluations, la demande du marché national, la législation gouvernementale et le taux de rendement prévu sont les principaux facteurs qui ont motivé les projets d'investissements pour 1981. Les entreprises qui ont révisé leurs plans à la hausse ont indiqué que la demande du marché national, de meilleures évaluations, des reports, la législation gouvernementale et les exigences de la capacité de production sont les principaux facteurs qui ont motivé leurs décisions budgétaires Pour obtenir plus de détails, voir les tableaux 18 à 27.

Coûts des biens d'équipement

Le facteur de redressement du coût moyen ou taux d'inflation utilisé par les grandes entreprises dans leur évaluation des budgets d'investissements pour 1981 a été de 10.3 p. cent supérieur à celui de 1980, s'il est comparé au taux de 9.4 p. cent déclaré pour la même

période en octobre 1980. Les facteurs de redressement des coûts prévus varient de 10.1 p. cent en 1981 pour l'Ontario à 10.6 p. cent pour le Québec et les provinces de l'Atlantique (tableau 6).

Les facteurs de redressement du coût moyen du secteur industriel se trouvent au tableau 7. Les entreprises d'exploitation forestière, d'aliments et de boissons s'attendent à ce que les augmentations des coûts pour 1981-1985 soient supérieures à celles de l'ensemble du secteur manufacturier. De même, dans le secteur des industries non manufacturières, les sociétés pétrolières et gazières s'attendent à des augmentations des coûts plus élevés que celles de l'ensemble du secteur.

Comparaison des immobilisations des secteurs publics et privés

Les immobilisations des grandes entreprises du secteur public ou gouvernemental (c'est-à-dire les sociétés d'État) devraient augmenter de 35 p. cent en 1981, soit au même rythme que celles du secteur privé (Tableau 11). Les réductions des dépenses du secteur privé relatives aux installations justifient l'entière révision à la baisse des projets d'investissements pour 1981, effectuée entre l'enquête d'octobre 1980 et celle d'avril 1981. Pour l'année 1981, les entreprises du secteur privé ont annoncé des réductions des projets d'investissements de $480 millions tandis que celles du secteur public, augmentaient de $195 millions de sorte qu'elles représentent maintenant 31 p. cent du total des immobilisations pour 1981 (tableau 10). Pour l'année 1980, les entreprises des secteurs public et privé ont annoncé des révisions à la baisse par rapport aux investissements signalés antérieurement (8.9 p. cent et 4.2 p. cent respectivement). Pour sa part, le secteur public a déclaré pour 1981 une révision à la hausse de 2 p. cent entre les deux enquêtes tandis que le secteur privé accusait une révision à la baisse de 2 p. cent (tableau 11).

Pour ce qui est des régions, la part des investissements qui revient au gouvernement varie de 20 p. cent dans les Prairies à 57 p. cent au Québec pour 1981 (tableau 10). Dans le secteur public, les Prairies, la Colombie-Britannique, la région du Nord, et l'Ontario demeurent ferme en 1981 avec des améliorations annuelles de 55, 49 et de 49 p. cent respectivement (tableau 11). Dans ce secteur, en 1980, les investissements déclarés ont diminué partout par rapport aux évaluations antérieures. Pour 1981, les prévisions d'investissements en Ontario ont été réduites par rapport à celles de l'enquête d'octobre 1980, contrairement aux régions de la Colombie-Britannique, du Nord et des Prairies où les investissements prévus ont été augmentés.

Dans le secteur privé en 1981, la région de l'Atlantique est en première place avec une hausse prévue de 56 p. cent. Les investissements déclarés en 1980 ont été réduits partout par rapport aux estimations antérieures. Par contre, les prévisions des investissements pour 1981 ont été augmentées au Québec et en Ontario.

Sociétés étrangères et sociétés canadiennes

Si l'on partage les sociétés qui ont participé à l'enquête en deux groupes, celui des sociétés sous mainmise canadienne et celui des sociétés sous mainmise étrangère, on constate que les sociétés sous mainmise canadienne prévoient une augmentation de 38 p. cent de leurs immobilisations en 1981 par rapport à 31 p. cent, dans le cas des sociétés sous mainmise étrangère (tableau 9). Environ les deux tiers des immobilisations sont prévues par des entreprises sous mainmise canadienne tandis que le reste l'est par des entreprises sous mainmise étrangère (tableau 8).

Les dépenses des entreprises étrangères relatives aux installations expliquent l'entière révision à la baisse de

$285 millions des projets d'investissements pour 1981, effectuée entre l'enquête d'octobre et celle d'avril. Les entreprises sous mainmise étrangère sondées en 1981 ont déclaré une réduction de quelque $815 millions tandis que les entreprises sous mainmise canadienne ont modifié leurs intentions en hausse de $530 millions, ce qui explique la différence de $285 millions.

Sur le plan régional, la proportion des investissements des entreprises sous mainmise canadienne varient d'un sommet de 84 p. cent au Québec en 1981 à 53 p. cent dans les Prairies (tableau 8). Les entreprises canadiennes ont révisé à la hausse pour 1981 leurs investissements prévus dans les régions de la Colombie-Britannique, de la région du Nord, des Prairies et du Québec par rapport à octobre 1980. Les dépenses déclarées par les entreprises sous mainmise étrangère pour 1981 ont diminué dans toutes les régions sauf pour l'Ontario (tableau 9).

Investissements possibles à moyen terme

.Les grandes sociétés n'ont pas inclus dans leurs projets d'investissements un total d'environ $9 milliards; elles croient néanmoins que ces sommes pourraient très bien être investies à moyen terme. Sur le plan régional, les Prairies (environ $8.3 milliards ou 42 p. cent du total) et l'Ontario (environ $2.1 milliards ou 24 p. cent du total) absorberaient la plus grande part de ces investissements. Les investissements possibles au Québec sont surtout prévu dans le secteur manufacturier, particulièrement dans les industries d'exploitation forestière, de première transformation des métaux et des produits chimiques. Ce secteur et le secteur non manufacturier des Prairies (principalement les sociétés pétrolières et gazières) représentent ensemble plus de 60 p. cent des investissements possibles (tableau 14).

Facteurs qui influent sur les investissements

Comme les sondages antérieurs permettaient déjà de le remarquer, certaines politiques économiques du gouvernement fédéral relatives à l'industrie sont les plus souvent mentionnées comme facteurs influant sur les investissements courants et possibles même s'ils ont été mentionnés moins souvent qu'il y a six mois (tableau 15). Le coût du financement, les prévisions des ventes au Canada ainsi que d'autres politiques gouvernementales ont été plus fréquemment citées que dans l'enquête d'octobre, comme facteurs influant sur les projets d'investissements des sociétés. La marge d'autofinancement et les conditions économiques au Canada continuent d'être une préoccupation.

Environ le quart des répondants qui ont déclaré que les politiques du fédéral et des provinces influaient sur les investissements courants et envisagés étaient des sociétés pétrolières et gazières. Ce secteur s'est toujours préoccupé de ces questions mais elles ont joué un rôle plus important dans les deux dernières enquêtes.

Objectifs des investissements

Sur les 300 sociétés qui ont participé à l'enquête, 265 ont réparti leurs investissements par objectif et environ 85 p. cent des immobilisations pour l'année 1981 ont été affectées aux diverses catégories d'objectifs cités. La plus grande partie des immobilisations est toujours destinée aux nouvelles installations, à de nouveaux emplacements et à l'expansion des installations actuelles. Consulter les tableaux 28, 29 et 30 pour plus de détails.

Investissements à moyen terme

Une comparaison des résultats de cette enquête avec ceux de l'enquête d'octobre 1980 montre une réduction des projets antérieurs d'investissements pour la période 1982-1985 dans son ensemble. Ce changement est entièrement attribuable au secteur non manufacturier et concerne surtout les services publics et les industries pétrolières et gazières ayant participé à l'enquête.

Par contre, le secteur manufacturier a déclaré des augmentations des projets d'immobilisations entre les deux enquêtes, au cours de la même période. Ces augmentations sont principalement attribuables aux améliorations des secteurs des métaux de première transformation et des produits chimiques.

Sur le plan régional, la Colombie-Britannique, la région du Nord et celle de l'Atlantique ont modifié leurs prévisions à la hausse entre les enquêtes pour la période de 1982 à 1985. Consulter les tableaux 12, 13, 16 et 17 pour plus de détails.

Répartition des investissements des entreprises par région

Les modèles d'investissement résultant de l'enquête reflètent les progrès réalisés dans les diverses régions en terme général seulement et doivent donc être interprétés avec certaines précautions.

En 1981, les régions des Prairies et de l'Ontario prévoient consacrer une plus grande part de leurs dépenses d'investissements aux nouvelles installations de production par rapport à 1980. Toutefois, à compter de 1982, la part proportionnelle d'investissements dans les Prairies augmentera tandis que celle de l'Ontario diminuera.

La distribution régionale en pourcentage du total des immobilisations à moyen terme, déclarées par les entreprises sondées en avril 1981, est présentée au tableau suivant:

Régions	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Atlantique	5.7	5.8	6.9	6.7	6.8	6.4
Québec	19.2	17.3	17.0	16.7	17.0	16.9
Ontario	25.7	26.5	24.7	22.7	21.1	20.7
Prairies	27.0	29.8	31.4	33.2	34.1	35.8
C.-B. et région du Nord	13.0	11.1	12.5	13.8	14.1	12.2
Non réparties*	9.4	9.5	7.5	6.9	6.9	8.0

Prespectives régionales

Région de l'Atlantique (tableaux 31 à 34)

En 1981, les investissements relatifs aux installations que les sociétés participant au sondage comptent effectuer dans la région de l'Atlantique devraient atteindre $2,1 milliards. (Comme il a été mentionné auparavant, les sommes en dollars et les pourcentages sont calculés en dollars courants). Cette somme représente une augmentation de 42 p. cent par rapport à 1980 (tableau 31).

Les immobilisations du secteur manufacturier dans la région de l'Atlantique devraient augmenter de quelque 86 p. cent en 1980, pour atteindre $483 millions. Dans ce secteur, les métaux de première transformation, le matériel de transport et les produits forestiers sont les domaines qui enregistrent les hausses les plus importantes pour 1981.

---

* Comprend les investissements qui n'ont pas été attribués à une région précise car nous ne savions pas exactement dans quelle région l'investissement aurait lieu; on y trouve également des dépenses pour l'achat de machinerie et de matériel meuble, par exemple, du matériel ferroviaire roulant, des navires, etc.

Dans le secteur non manufacturier de la région de l'Atlantique, les immobilisations devraient atteindre $1596 millions, soit une augmentation de 33 p. cent par rapport à 1980. Les secteurs qui ont progressé le plus par rapport à l'an dernier sont ceux des mines et des sociétés pétrolières et gazières. Toutefois, les dépenses déclarées par ces deux secteurs pour 1981 représentent une baisse de plus de 20 p. cent par rapport aux estimations d'octobre 1980.

Les sociétés d'Etat, qui ont déclaré environ 40 p. cent des immobilisations prévues dans la région de l'Atlantique en 1981 (tableau 10), ont révisé leurs projets d'investissements en hausse de près de 5 p. cent. Par contre, le secteur privé a procédé à une baisse de 14 p. cent de ses projets d'investissement pour l'année 1981, depuis la dernière enquête. Les deux secteurs ont révisé leurs investissements en baisse de 8 p. cent pour 1980 (tableau 33).

Les entreprises sous mainmise étrangère prévoient augmenter leurs investissements de plus du double (jusqu'à 91 p. cent) dans les provinces de l'Atlantique en 1981, tandis que les entreprises sous mainmise canadienne prévoient une augmentation des investissements d'environ 25 p. cent. Les entreprises sous mainmise canadienne n'ont pratiquement pas révisé leurs projets d'investissements pour l'année 1981 depuis la dernière enquête. Cette situation est principalement due au fait que l'augmentation des dépenses des entreprises manufacturières est pratiquement compensée par une baisse des ventes prévues par les entreprises sous mainmise canadienne du secteur non manufacturier (tableau 32).

Québec (tableaux 35 à 38)

L'enquête d'avril 1981 indique que les grandes sociétés qui investissent dans de nouvelles installations au Québec s'attendent à

dépenser $5,6 milliards en 1981, soit une augmentation de 20 p. cent par rapport à 1980. Cela représente une amélioration de la situation par rapport à la hausse de 10 p. cent prévue en octobre 1980 (tableau 35).

Au Québec, les immobilisations du secteur manufacturier devraient atteindre environ $1,2 milliard en 1981, soit une augmentation de 24 p. cent par rapport à 1980. Les entreprises d'exploitation forestière et de matériel de transport enregistrent le taux annuel d'augmentation le plus élevé tandis que les secteurs des aliments, des boissons et des produits chimiques accusent une baisse.

En 1981, l'augmentation de 19 p. cent des prévisions d'investissements dans le secteur non manufacturier du Québec est inférieure à la moyenne nationale qui atteint 34 p. cent dans ce secteur. Il est à noter que le secteur non manufacturier au Québec est fortement influencé par les investissements des sociétés d'Etat. Toutes les grandes catégories d'entreprises non manufacturières enregistrent une augmentation annuelle en 1981, la plus faible étant celle des services publics. Les entreprises minières ont déclaré une baisse des investissements pour 1980 et 1981. Par contre, les sociétés pétrolières et gazières ont déclaré une augmentation de leurs investissements pour les deux années en question.

Les sociétés d'Etat, qui effectuent environ les trois-cinquième des immobilisations au Québec (tableau 10) s'attendent à une augmentation de 13 p. cent des investissements en 1981. Les investissements du secteur privé au Québec, qui devraient augmenter de 30 p. cent en 1981, donnent l'élan à l'ensemble des investissements qui sont censés augmenter de 20 p. cent (tableau 37).

Les sociétés dont le siège social est au Québec sont plus optimistes en ce qui concerne les perspectives de 1982 que celles de 1981. Cela est particulièrement vrai pour ce qui est des exportations et des profits. Les ventes au pays et l'emploi devraient s'améliorer quelque peu en 1982 (tableau 38).

En avril 1981, les sociétés dont le siège social est au Québec ont déclaré quelque $2,1 milliards d'investissement possibles, qui n'étaient pas inscrits dans leurs projets d'investissements mais qui étaient néanmoins considérés comme ayant de très grandes possibilités de réalisation à moyen terme (tableau 14). Les politiques du gouvernement fédéral, la marge d'autofinancement prévue, le coût du financement et les conditions économiques anticipées sont les facteurs les plus souvent mentionnés comme ayant une influence sur les projets d'investissements de ces sociétés (tableau 15). Une phénomène digne de mention est la diminution du nombre de réponses signalant que les ventes à l'étranger et les politiques des gouvernements provinciaux ont une influence négative sur les projets d'investissements de ces sociétés. Par contre, parmi les facteurs négatifs, les entreprises ont mentionné plus souvent le taux de change.

Ontario (tableaux 39 à 42)

Les sociétés prévoyant des investissements dans les installations en Ontario ont déclaré dans l'enquête d'avril 1981 que leurs investissements pourraient atteindre $9,3 milliards en 1981, soit une augmentation de 43 p. cent ou de $2,8 milliards par rapport au niveau révisé de 1980 (tableau 39).

En 1981, les investissements du secteur manufacturier en Ontario devraient atteindre environ $4,3 milliards, soit une augmentation de $1,4 millions ou de 47 p. cent par rapport à 1980.

Les secteurs des métaux de première transformation, des produits chimiques et de l'exploitation forestière sont les principaux responsables de cette hausse. A noter également les fabricants de produits chimiques qui s'attendent à plus que doubler leurs investissements en Ontario en 1981. Les fabricants de matériel de transport ont révisé leurs projets d'investissements à la hausse pour 1981, entre l'enquête d'octobre 1980 et celle d'avril 1981 et prévoient maintenant une hausse de 38 p. cent par rapport à 1981.

En 1980, le secteur non manufacturier en Ontario accuse une hausse de 41 p. cent, soit légèrement plus élevée que l'augmentation moyenne nationale, qui est de 34 p. cent dans ce secteur. Les sociétés minières, de transport du gaz et du pétrole par pipelines et les sociétés pétrolières et gazières sont les principales responsables de l'augmentation prévue dans ce secteur.

En 1981, les investissements du secteur privé en Ontario devraient augmenter de 43 p. cent, suivant ainsi plus ou moins l'augmentation de 44 p. cent notée dans le secteur public (tableau 41). Les investissements du secteur privé dans les installations constituent plus de 70 p. cent de l'augmentation annuelle de 1981. Les projets d'investissements des entreprises du secteur public ayant participé au sondage ont été réduits d'environ $181 millions tandis que ceux du secteur privé ont augmenté d'environ $119 millions, ce qui fait une différence nette de $62 millions (ou -0,7 p. cent).

Les entreprises à mainmise étrangère prévoient augmenter leurs investissements en Ontario d'environ 50 p. cent en 1981 tandis que les entreprises sous mainmise canadienne prévoient une hausse de 40 p. cent (tableau 40). Pour ce qui est des entreprises canadiennes, lessecteurs forts en 1981 seront surtout les entreprises manufacturières, notamment celles de première transformation des

métaux et les fabricants de produits chimiques. Dans le cas des sociétés sous mainmise étrangère, les entreprises d'exploitation forestière, de produits chimiques, de pétrole et de gaz connaissent les augmentations annuelles les plus importantes.

Les entreprises dont le siège social est en Ontario sont plus optimistes au sujet des conditions économiques au Canada pour 1982 que pour 1981 (tableau 42). Elles sont également optimistes pour les profits, les ventes aux pays et à l'étranger pour 1982.

Des investissements d'environ $1 milliard n'ont pas été inclus dans les projets d'investissements des sociétés dont le siège social est en Ontario. Cependant, les probabilités d'amorcer ces investissements au cours des prochaines années sont grandes. Environ 60 p. cent de ces investissements envisagés ont été déclarés par des entreprises non manufacturières et, plus particulièrement, par des sociétés pétrolières et gazières. Les investissements envisagés par les entreprises manufacturières concernent particulièrement les produits chimiques et le matériel de transport.

En avril 1981, le coût du financement était le facteur le plus fréquemment cité par les sociétés dont le siège social est en Ontario, comme élément ayant une influence négative sur les projets d'investissements, tandis que dans l'enquête d'octobre de 1980, la marge d'autofinancement prévue a joué ce role (tableau 15). Les ventes prévues au Canada, les politiques gouvernementales, la disponibilité du financement et les pénuries de main-d'oeuvre semblent soulever moins de préoccupations qu'en octobre 1980 chez les sociétés ayant leur siège social en Ontario.

Région des Prairies (tableaux 43 à 50)

Les immobilisations dans les Prairies en 1981 devraient atteindre environ $10,2 milliards, soit une augmentation de 40 p. cent par rapport au chiffre révisé de 1980. Toutefois, elles constituent une diminution de 5 p. cent ou de $500 millions par rapport aux estimations d'octobre 1980 pour l'année 1981 (tableau 43). En 1981, les investissements devraient augmenter de 73 p. cent en Saskatchewan, de 34 p. cent en Alberta et de 22 p. cent au Manitoba. Plus de 70 p. cent des investissements destinés aux Prairies seront effectués en Alberta, qui occupe de ce fait la place prépondérante dans la région.

Les investissements des industries manufacturières dans les Prairies devraient augmenter de 86 p. cent en 1981 (tableau 43). Cette augmentation est principalement attribuable aux intentions d'investissements des fabricants de produits chimiques qui s'attendent à presque tripler leurs investissements en 1981, comparativement à ceux de 1980. Les investissements des industries manufacturières du Manitoba et de la Saskatchewan devraient augmenter d'environ 9 p. cent en 1981 tandis que ceux du même groupe d'industries en Alberta devraient augmenter de 98 p. cent (tableaux 44 et 45).

Avec $9,1 milliards en 1981, les investissements des industries non manufacturières dans les Prairies connaissent une augmentation de 36 p. cent par rapport au niveau révisé de 1980 (tableau 47). En Alberta, les investissements des industries non manufacturières en 1981 ont été révisés en baisse par rapport aux estimations d'octobre 1980 (plus que la moyenne canadienne) et devraient progresser de 28 p. cent. Tous les secteurs non manufacturiers de l'Alberta, à l'exception des sociétés de communication, des sociétés commerciales, des institutions financières et d'autres sociétés apparentées ont révisé leurs prévisions à la

baisse entre l'enquête de 1981 et celle d'octobre 1980 (tableau 45). Les investissements combinés des industries non manufacturières au Manitoba et en Saskatchewan devraient augmenter de 60 p. cent en 1981. Cette hausse est due aux investissements des sociétés pétrolières et gazières en Saskatchewan ainsi qu'aux prévisions d'investissements dans les sociétés de transport du pétrole et du gaz par pipelines au Manitoba et en Saskatchewan.

En 1981, les investissements du secteur privé dans les Prairies accusent une hausse de 37 p. cent, comparativement à 55 p. cent pour les entreprises du secteur public. Depuis octobre 1980, le secteur public ou gouvernemental des Prairies a révisé ses intentions d'investissements à la hausse de près de 8 p. cent pour 1981, soit légèrement plus que la moyenne nationale, dont la hausse prévue est de 2 p. cent. Par contre, le secteur privé a révisé ses prévisions en baisse de 8 p. cent pour l'année 1981 (tableau 47).

Les sociétés canadiennes et étrangères prévoient des augmentations de leurs immobilisations dans les Prairies, pour l'année 1981, de 18 p. cent et de 67 p. cent respectivement (tableau 46).

Les sociétés dont le siège social est dans les Prairies sont, en règle générale, plus optimistes quant aux perspectives pour 1982 par rapport à celles de 1981, surtout en ce qui a trait aux bénéfices et aux ventes au Canada (tableau 50).

Des investissements d'environ $3,8 milliards n'ont pas été inclus dans les projets d'investissements des sociétés dont le siège social est dans les Prairies mais étaient néanmoins considérés comme ayant une forte probabilité d'amorce à long terme (tableau 14).

En avril 1981, tout comme en octobre 1980, les politiques des gouvernements fédéral et provinciaux étaient considérées comme l'élément le plus susceptible d'influer sur les projets d'investissements (tableau 15). Chez les sociétés pétrolières et gazières, les sujets de préoccupation étaient les exportations, la fixation des prix, les redevances, les impôts et taxes, la propriété des richesses naturelles ainsi que les retards et les charges imposés par l'Etat. En règle générale, le coût du financement semble préoccuper plus les sociétés que lors de l'enquête de l'automne 1980, contrairement aux pénuries de main-d'oeuvre et aux ventes prévues au pays et à l'étranger qui semblent soulever moins de préoccupations qu'auparavant.

Colombie-Britannique et région du Nord (tableaux 51 à 54)

En 1981, le prévisions d'investissements en Colombie-Britannique et dans la région du Nord (y compris au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest) devraient atteindre $4,7 milliards. Ce chiffre dépasse d'environ 23 p. cent ou $850 millions le niveau révisé de 1980 qui s'élevait à $3,8 milliards (tableau 51).

Les investissements du secteur manufacturier dans cette région devraient atteindre environ $1,2 milliard en 1981. Le secteur des produits forestiers enregistre le taux d'accroissement annuel le plus élevé en 1981.

Les investissements des industries non manufacturières en Colombie-Britannique et dans la région du Nord devraient atteindre $3,4 milliards en 1981, soit une hausse de 26 p. cent par rapport à 1980, qui est quelque peu inférieure à la moyenne nationale de 34 p. cent dans ce secteur. Les projets d'investissements des sociétés minières et des services publics pour 1981 compensent amplement la diminution des projets d'investissements des sociétés pétrolières et gazières.

Les investissements des sociétés du secteur public dans de nouvelles installations devraient augmenter d'environ 49 p. cent (tableau 53) tandis que ceux du secteur privé devraient progresser d'environ 15 p. cent.

Les investissements des sociétés sous mainmise étrangère en Colombie-Britannique et dans la région du Nord devraient augmenter de 23 p. cent en 1981, soit à peu près au même rythme que les sociétés canadiennes (22 p. cent). Les entreprises canadiennes et étrangères dans la région de la Colombie-Britannique enregistrent en 1981 des augmentations plus faibles que la moyenne nationale, ce qui fait contraste avec la situation de 1980 (tableau 52).

Les sociétés dont le siège social se trouve en Colombie-Britannique et dans la région du Nord se montrent plus optimistes au sujet des perspectives de 1982 que pour celles de 1980, particulièrement en ce qui concerne les ventes au pays et à l'étranger, les conditions des affaires et les profits au Canada (tableau 54).

Les sociétés dont le siège social se trouve en Colombie-Britannique et dans la région du Nord ont déclaré des investissements de $2 milliards qui n'avaient pas été inclus dans les budgets soumis mais qui étaient considérés comme ayant une grande possibilité de réalisation dans les quelques prochaines années. Près du tiers de ce montant a été déclaré par lesentreprises manufacturières (tableau 14).

Les politiques du gouvernement canadien et le coût du financement étaient les facteurs les plus osuvent mentionnés comme éléments pouvant influer sur les projets d'investissements des entreprises de cette région (tableau 15).

TABLEAUX

TABLEAU 1

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS* DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES EN 1980 ET PROJETS POUR 1981 (CANADA)

(En millions de dollars courants)

Industrie	1980 Déclarations d'oct. 1980	1980 Déclarations d'avril 1981	1981 Déclarations d'oct. 1980	1981 Déclarations d'avril 1981
Aliments et boissons	404.9	380.8	451.2	438.9
Produits forestiers	1,559.6	1,567.7	2,429.2	2,359.3
Métaux de Première Transf.	1,302.3	1.354.5	1,754.8	1,730.9
Produits chimiques	612.5	614.1	1,160.7	1,298.5
Matériel de transport	1,156.4	1,182.7	1,547.7	1,637.5
Autres industries manufact.	1,342.8	1,301.1	1,595.8	1,488.1
Total des industries manufacturières	6,378.5	6,400.9	8,939.4	8,953.2
Compagnies minières	1,725.1	1,582.8	2,098.1	2,352.6
Cies de pétrole et de gaz	6,172.3	5,668.1	8,551.0	7,669.3
Transport du pétrole et du gaz par pipe-lines	921.6	879.7	1,652.3	1,705.1
Transport et entreposage	1,413.2	1,376.5	2,031.9	2,098.6
Communications	2,379.5	2,381.5	2,724.3	2,818.9
Services d'électricité	6,731.1	6,024.2	7,236.9	7,311.9
Commerce, finances et autres activités commerciales	1,156.0	1,042.1	1,375.0	1,414.0
Total des industries non-manufacturières	20,498.8	18,954.9	25,669.5	25,370.4
TOTAL	26,877.3	25,355.8	34,608.9	34,323.6

* Seules les données fournies par les entreprises qui ont répondu aux questions des enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1980 relatives aux années 1980 et 1981, soit 289 entreprises, ont servi à l'établissement de ce tableau.

TABLEAU 2

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS* DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES EN 1980 ET PROJETS POUR 1981 (CANADA)

(En millions de dollars courants)

	Révisions survenues entre les enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1980 (Pourcentage)		1981/80 Taux de variation annuels (Pourcentage)	
	1980	1981	Déclarations d'oct. 1980	Déclarations d'avril 1981
Industrie				
Aliments et boissons	-6.0	-2.8	11.4	15.2
Produits forestiers	0.5	-2.9	55.7	50.4
Métaux de Première Transform.	4.0	-1.4	34.7	27.7
Produits chimiques	0.2	11.8	89.5	111.4
Matériel de transport	2.2	5.8	33.8	38.4
Autres industries manufact.	-3.2	-6.8	18.8	14.3
Total des industries manufacturières	0.3	0.1	40.1	39.8
Compagnies minières	-8.3	12.1	21.6	48.6
Cies de pétrole et de gaz	-8.2	-10.4	38.5	35.3
Transport du pétrole et du gaz par pipe-lines	-4.6	3.1	79.2	93.8
Transport et entreposage	-2.6	3.2	43.7	52.4
Communications	-	3.4	14.4	18.3
Services d'électricité	-10.6	1.0	7.5	21.3
Commerce, finances et autres activités commerciales	-9.9	2.8	18.9	35.6
Total des industries non-manufacturières	-7.6	-1.2	25.2	33.8
TOTAL	-5.7	-0.9	28.7	35.3

* Seules les données fournies par les entreprises qui ont répondu aux questions des enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1980 relatives aux années 1980 et 1981, soit 289 entreprises, ont servi à l'établissement de ce tableau.

TABLEAU 3

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS* DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES EN 1980 ET PROJETS POUR 1981 (CANADA)

(En millions de dollars constants de 1980)

Industrie	1980 Déclarations d'oct. 1980	1980 Déclarations d'avril 1981	1981 Déclarations d'oct. 1980	1981 Déclarations d'avril 1981
Aliments et boissons	404.9	380.8	411.1	396.1
Produits forestiers	1,559.6	1,567.7	2,201.7	2,132.3
Métaux de Première Transf.	1,302.3	1,354.5	1,595.2	1,565.8
Produits chimiques	612.5	614.2	1,055.9	1,179.8
Matériel de transport	1,156.4	1,182.7	1,426.9	1,487.0
Autres industries manufact.	1,342.8	1,301.1	1,460.7	1,351.7
Total des industries manufacturières	6,378.5	6,400.9	8,151.5	8,112.7
Compagnies minières	1,725.1	1,582.8	1,923.2	2,126.2
Cies de pétrole et de gaz	6,172.3	5,668.1	7,748.4	6,926.6
Transport du pétrole et du gaz par pipe-lines	921.6	879.7	1,511.4	1,549.7
Transport et entreposage	1,413.2	1,376.5	1,848.6	1,894.8
Communications	2,379.5	2,381.5	2,492.5	2,563.6
Services d'électricité	6,731.1	6,024.2	6,678.1	6,630.9
Commerce, finances et autres activités commerciales	1,156.0	1,042.1	1,263.6	1,294.5
Total des industries non-manufacturières	20,498.8	18,954.9	23,465.8	22,986.3
TOTAL	26,877.3	25,355.8	31,617.3	31,099.0

* Seules les données fournies par les entreprises qui ont répondu aux questions des enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1980 relatives aux années 1980 et 1981, soit 289 entreprises, ont servi à l'établissement de ce tableau.

TABLEAU 4

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS* DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES EN 1980 ET PROJETS POUR 1981 (CANADA)

(En millions de dollars constants de 1980)

	Révisions survenues entre les enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1980 (Pourcentage)		1981/80 Taux de variation annuel (Pourcentage)	
	1980	1981	Déclarations d'oct. 1980	Déclarations d'avril 1981
Industrie				
Aliments et boissons	-6.0	-3.7	1.5	4.0
Produits forestiers	0.5	-3.2	41.1	36.0
Métaux de Première Transform.	4.0	-1.9	22.4	15.5
Produits chimiques	0.2	11.7	72.3	92.1
Matériel de transport	2.2	4.2	23.3	25.7
Autres industries manufact.	-3.2	-7.5	8.7	3.8
Total des industries manufacturières	0.3	-0.5	27.7	26.7
Compagnies minières	-8.3	10.5	11.4	34.3
Cies de pétrole et de gaz	-8.2	-10.7	25.5	22.2
Transport du pétrole et du gaz par pipe-lines	-4.6	2.5	63.9	76.1
Transport et entreposage	-2.6	2.4	30.8	37.6
Communications	-	2.8	4.7	7.6
Services d'électricité	-10.6	-0.8	-0.8	10.0
Commerce, finances et autres activités commerciales	-9.9	2.4	9.3	24.2
Total des industries non-manufacturières	-7.6	-2.1	14.4	21.2
TOTAL	-5.7	-7.1	17.6	22.6

* Seules les données fournies par les entreprises qui ont répondu aux questions des enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1980 relatives aux années 1980 et 1981, soit 289 entreprises, ont servi à l'établissement de ce tableau.

TABLEAU 5.A

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

(En millions de dollars courants)

Province	Nombre d'entre-prises	1980 Déclarations d'oct. 1980	1980 Déclarations d'avril 1981	1981 Déclarations d'oct. 1980	1981 Déclarations d'avril 1981
Terre-Neuve	37	490.2	490.5	691.4	595.4
Île-du-Prince-Edouard	8	18.7	14.5	15.1	15.0
Nouvelle-Écosse	43	395.1	338.2	694.2	707.7
Nouveau-Brunswick	37	650.5	587.2	735.2	704.0
Provinces de l'Atlantique	90	1,591.6	1,460.5	2,240.5	2,079.0
Québec	133	4,951.6	4,643.6	5,467.6	5,581.7
Ontario	183	6,940.3	6,516.7	9,401.2	9,339.0
Manitoba	64	418.6	429.9	546.5	523.3
Saskatchewan	66	929.4	926.5	1,424.2	1,604.1
Alberta	127	6,156.7	5,714.2	8,313.6	7,627.9
Région des Prairies	158	7,780.3	7,266.7	10,700.3	10,195.2
Colombie-Britannique	123	3,573.3	3,340.5	3,756.2	3,935.4
Yukon	8	62.5	61.0	111.6	86.4
Territoires du Nord-Ouest	16	401.1	386.2	605.7	617.8
C.-B. et région du Nord	130	4,044.3	3,802.3	4,482.7	4,688.5
CANADA	289	26,877.3	25,355.8	34,608.9	34,323.6

Nota: Ce tableau regroupe des données "assorties" de chaque province ou région. L'assortiment est fait séparément pour chaque province. Par conséquent, les données provinciales ne correspondent pas aux totaux des données régionales et ces derniers ne correspondent pas nécessairement aux totaux assortis du Canada. Voir le point (1) de l'annexe pour la définition du terme "assorti".

TABLEAU 5.B

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

(Taux de variation)

	Taux de variation annuels 1980/1981	Révisions survenues entre les enquêtes 1980	1981
Prov. de l'Atlantique	42.3	-8.3	-7.3
Québec	20.2	-6.3	2.0
Ontario	43.3	-6.2	0.7
Prairies	40.3	-6.7	-4.8
C.-B. et région du Nord	22.7	-6.0	4.1
Canada	35.3	-5.7	0.9

Nota: Données réelles de 1980, et projets révisés pour 1981.

TABLEAU 6

PRÉVISIONS DES TAUX DE VARIATION ANNUELS DES COÛTS DES BIENS D'INVESTISSEMENTS DÉCLARÉS EN AVRIL 1981

	1981	1982	1983	1984	1985
Prov. de l'Atlantique	10.6	10.4	9.7	9.2	8.0
Québec	10.6	10.5	10.3	8.4	7.8
Ontario	10.1	9.4	9.0	8.9	7.9
Prairies	10.3	10.0	9.4	9.0	8.7
C.-B. et région du Nord	10.4	9.4	9.3	8.3	8.8
Canada	10.3	10.0	9.4	8.8	8.6

TABLEAU 7

FACTEURS DE REDRESSEMENT DES COÛTS DE 1980 À 1985

INDUSTRIE	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Aliments et boissons	100.0	110.8	121.9	133.8	149.1	162.8
Produits forestiers	100.0	110.6	121.9	135.4	149.1	164.6
Métaux de Première Transform.	100.0	110.5	121.6	133.4	146.0	160.4
Produits chimiques	100.0	110.0	121.4	133.7	147.1	160.7
Matériel de transport	100.0	110.1	121.4	135.4	146.7	160.2
Autres industries manufact.	100.0	110.0	120.5	131.5	144.5	158.2
TOTAL DES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES	100.0	110.3	121.5	134.0	147.2	161.2
Compagnies minières	100.0	110.6	121.4	132.8	146.0	159.8
Cies de pétrole et de gaz	100.0	110.7	122.2	133.8	145.8	158.0
Transport du pétrole et du gaz par pipe-lines	100.0	110.0	120.4	131.8	142.8	154.6
Transport et entreposage	100.0	110.7	121.7	132.3	143.0	155.8
Communications	100.0	109.9	119.7	129.3	139.9	151.3
Services d'électricité	100.0	110.2	121.1	132.7	143.6	155.6
Commerce, finances et autres activités commerciales	100.0	109.1	118.3	128.1	141.3	150.1
TOTAL DES INDUSTRIES NON-MANUFACTURIÈRES	100.0	110.3	121.2	132.5	144.0	156.2
TOTAL BUSINESS	100.0	110.3	121.3	132.7	144.4	156.8

TABLEAU 8

RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES NATIONALES ET ÉTRANGÈRES PAR RÉGIONS

	Ent. nationales		Ent. étrangères	
	1980	1981	1980	1981
Provinces de l'Atlantique	74	65	26	35
Québec	86	84	14	16
Ontario	68	66	32	34
Prairies	45	53	55	47
C.-B. et région du Nord	57	57	43	43
CANADA	62	64	38	36

TABLEAU 9

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

	Taux de variation annuels	Révisions survenues entre les enquêtes	
	1981/1980	1980	1981
Ent. sous contrôle ca.			
Provinces de l'Atlantique	25.0	-10.4	-0.1
Québec	17.3	-5.5	4.1
Ontario	40.2	-7.3	-3.5
Prairies	67.3	-6.9	4.9
C.-B. et région du Nord	22.3	-0.8	7.8
CANADA	37.9	-5.9	2.4
Ent. sous contrôle étr.			
Provinces de l'Atlantique	91.4	-1.7	-18.1
Québec	38.3	-10.8	-7.8
Ontario	49.8	-3.6	5.2
Prairies	18.4	-6.4	-13.8
C.-B. et région du Nord	23.3	-12.1	-0.4
CANADA	31.0	-5.4	-6.2

Nota: Données réelles de 1980 et projets révisés pour 1981. Consulter le tableau 9.A pour les montants en dollars des années 1980 et 1981.

TABLEAU 9.A

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
1980-1981

(En millions de dollars courants)

ENTREPRISES NATIONALES ET ENTREPRISES ÉTRANGÈRES

ENSEMBLE DES INDUSTRIES

ENTREPRISES NATIONALES	1980	1981
Provinces de l'Atlantique	1,080	1,351
Québec	4,006	4,700
Ontario	4,425	6,205
Prairies	3,249	5,436
C.-B. et région du Nord	2,160	2,642
CANADA	15,820	21,830
ENTREPRISES ÉTRANGÈRES		
Provinces de l'Atlantique	380	728
Québec	638	882
Ontario	2,092	3,134
Prairies	4,018	4,759
C.-B. et région du Nord	1,642	2,026
CANADA	9,536	12,494

Nota: Données réelles de 1980 et projets révisés pour 1981.

TABLEAU 10

RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS PAR ENTREPRISES DES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ DANS LES RÉGIONS

	Secteur public		Secteur privé	
	1980	1981	1980	1981
Provinces de l'Atlantique	48	43	52	57
Québec	59	56	41	44
Ontario	27	27	73	73
Prairies	18	20	83	80
C.-B. et région du Nord	24	29	76	71
CANADA	31	31	69	69

TABLEAU 11

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES COMPAGNIES

	Taux de variation Annuels	Révisions survenues entre les enquêtes	
	1981/1980	1980	1981
Secteur public			
Provinces de l'Atlantique	27.5	-8.3	4.6
Québec	13.4	-9.1	1.2
Ontario	44.1	-15.1	-6.7
Prairies	54.7	-4.7	8.0
C.-B. et région du Nord	48.7	-5.8	16.4
CANADA	35.2	-8.9	1.8
Secteur privé			
Provinces de l'Atlantique	55.7	-8.3	-14.5
Québec	30.0	-1.9	3.1
Ontario	42.9	-2.4	1.7
Prairies	37.0	-7.1	-7.5
C.-B. et région du Nord	14.7	-6.1	-0.1
CANADA	35.4	-4.2	-2.0

Nota: Données réelles de 1980 et projets révisés pour 1981. Voir dans le tableau 11.A les montants en dollars de 1980 et 1981.

TABLEAUX 11.A

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
1980-1981

(En millions de dollars courants)

ENTREPRISES DES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ

ENSEMBLE DES INDUSTRIES

Secteur public	1980	1981
Provinces de l'Atlantique	695	886
Québec	2,744	3,113
Ontario	1,749	2,521
Prairies	1,325	2,050
C.-B. et région du Nord	896	1,334
CANADA	7,795	10,540
Secteur privé		
Provinces de l'Atlantique	766	1,193
Québec	1,899	2,469
Ontario	4,768	6,818
Prairies	5,942	8,145
C.-B. et région du Nord	2,906	3,335
CANADA	17,561	23,783

Nota: Données réelles de 1980 et projets révisés pour 1981.

TABLEAU 12

INTENTIONS D'INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES
1980-1985

(En millions de dollars courants)

ENQUÊTE/RÉGION	1980	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL
Avril 1981*							
Provinces de l'Atlantique (64)	1,219	1,635	2,205	2,145	2,194	2,058	11,456
Québec (98)	4,083	4,894	5,395	5,358	5,442	5,404	30,576
Ontario (132)	5,446	7,483	7,861	7,296	6,771	6,628	41,485
Prairies (115)	5,734	8,410	9,985	10,667	10,933	11,456	57,185
C.-B. et région du Nord (93)	2,761	3,122	3,974	4,429	4,536	3,915	22,737
CANADA (257)	21,227	28,218	31,808	32,121	32,080	31,981	177,435
October 1980							
Provinces de l'Atlantique (64)	1,249	1,765	2,100	2,139	2,269	2,087	11,609
Québec (98)	4,474	4,968	5,206	5,587	6,169	5,225	31,629
Ontario (132)	5,795	7,665	7,977	7,772	6,738	6,734	42,681
Prairies (115)	6,172	8,626	9,768	11,246	11,224	12,090	59,026
C.-B. et région du Nord (93)	2,916	3,110	3,706	3,961	4,600	3,924	22,217
CANADA (227)	22,537	28,970	31,100	33,291	33,741	32,908	182,547

Nota: Données réelles de 1980 et projets révisés pour 1981-1985. Seules les données fournies par les entreprises qui ont répondu aux questions des enquêtes d'octobre 1980 et d'avril 1981 relatives aux années 1980-1985 (réponses détaillées pour chaque année) ont servi à l'établissement de ce tableau et ce, par groupes assortis. Le nombre de compagnies qui ont participé à l'enquête est indiqué entre parenthèses pour chaque région. Voir au paragraphe 1) de l'Annexe la définition du terme "assorti".

TABLEAU 13

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

(Taux de variation)

Révisions survenues entre les enquêtes

	1980 - 1981	1982 - 1985	1980 - 1985
Provinces de l'Atlantique	-5.3	0.1	-1.3
Québec	-4.9	-2.7	-3.3
Ontario	-3.9	-2.3	-2.8
Prairies	-4.4	-2.7	-3.1
C.-B. et région du Nord	-2.4	4.1	2.3
CANADA	-4.0	-2.3	-2.8

TABLEAU 14

INVESTISSEMENTS ENVISAGÉS

Taux de répartition

Entreprises ayant le siège social aux endroits suivants		Entreprises manufacturières	Entreprises non-manufacturières	Total
Prov. de l'Atlantique	(2 sur 15)	0.2	*	0.3
Québec	(12 sur 47)	19.7	4.0	23.7
Ontario	(17 sur 139)	4.6	6.5	11.1
Prairies	(13 sur 57)	0.3	42.2	42.5
C.-B. et région du Nord	(7 sur 31)	6.9	15.4	22.3
Ensemble des entreprises	(51 sur 289)	31.8	68.2	100.0 ($8,875)

Nota: Le nombre des entreprises qui ont participé aux enquêtes est indiqué entre parenthèses.

* Moins de .05 %.

TABLEAU 15

FACTEURS CONSIDÉRÉS COMME AYANT UNE INFLUENCE SUR LES INVESTISSEMENTS ACTUELS ET FUTURS

(Nombre de réponses)

FACTEURS/RÉGION DU SIÈGE SOCIAL	ATLANTIQUE		QUÉBEC		ONTARIO		PRAIRIES		C.-B. et NORD		TOTAL	
	P81	S81	P81	S81	P81	S81	P81	S81	P81	S81	P81	S81
Règlementation fédérale canadienne	2	3	16	18	50	34	21	27	11	5	94	87
Règlementation canadienne non fédérale	2	2	11	7	30	18	18	19	6	4	62	50
Règlementation de gouv. étrangers	1	1	2	1	17	8	6	4	3	2	26	16
Taux de change	1	1	5	10	31	21	3	2	6	3	41	37
Obstacles non tarifaires (Canada)	-	-	2	1	5	2	-	-	-	-	6	3
Tarif douanier canadien trop élevé	1	1	1	2	1	-	1	-	2	-	5	3
Tarif douanier canadien trop bas	-	-	2	1	2	1	1	-	-	1	4	3
Obstacles douaniers à l'étranger	-	-	1	2	3	3	2	1	-	-	5	6
Autres facteurs d'échanges	-	-	-	-	2	1	2	-	1	-	4	1
Rentrées d'argent prévues	1	3	14	11	52	41	11	10	5	3	76	68
Taux de rentabilité	1	2	10	9	42	32	8	6	4	1	60	50
Autres conditions de financement interne	3	3	1	2	9	6	1	-	1	1	13	12
Coûts de financement	2	3	10	11	46	42	9	12	2	5	62	73
Disponibilité des fonds	-	-	4	6	15	7	-	1	2	3	18	17
Autres conditions de financement externe	-	-	1	-	6	3	-	-	1	-	7	3
Autres facteurs financiers et monétaires	-	-	2	2	1	3	1	-	-	-	3	5
Pénuries de mat. premières	-	-	3	4	3	5	1	1	4	1	10	11
Pénuries d'installations	-	-	2	1	5	2	1	-	-	1	7	4
Pénuries de main-d'oeuvre	1	1	1	1	16	10	11	8	6	3	32	23
Problèmes ouvriers	-	-	2	1	11	7	2	2	4	3	17	13
Ventes prévues au Canada	3	2	8	7	41	26	13	7	4	2	63	44
Ventes prévues à l'étranger	1	-	13	10	23	19	11	6	9	2	53	37
Situation économique prévue au Canada	1	-	10	11	47	37	6	8	4	3	61	59
Situation écon. prévue à l'étranger	1	-	8	8	16	15	2	-	6	2	30	25
Autres facteurs	-	-	1	1	5	3	1	2	-	2	6	8
Taille de l'échantillon	15	15	47	47	144	139	57	57	31	31	295	289

S81 = Enquête d'avril 1981
P81 = Enquête d'octobre 1980

TABLEAU 16

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS* DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES (1980-1985)
EN DOLLARS COURANTS D'APRÈS LES RÉPONSES À L'ENQUÊTE D'AVRIL 1981

(1980 = 100.0)

Industrie	Valeur de référence	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Aliments et boissons	311.4	100.0	109.1	111.1	114.4	106.8	103.9
Produits forestiers	1,409.2	100.0	149.0	145.3	120.2	114.0	85.9
Métaux de Première Transf.	953.2	100.0	139.5	149.7	131.0	128.3	108.8
Produits chimiques	590.8	100.0	217.6	262.2	308.3	272.7	180.2
Matériel de transport	659.7	100.0	86.8	80.4	99.8	74.5	59.5
Autres industries manufact.	848.8	100.0	107.3	122.6	124.2	122.0	137.7
Total des industries manufacturières	4,773.1	100.0	137.0	145.4	143.1	132.0	108.9
Compagnies minières	1,174.4	100.0	137.1	173.0	147.5	118.7	129.2
Cies de pétrole et de gaz	5,417.4	100.0	136.1	175.0	192.4	212.7	225.8
Transport du pétrole et du gaz par pipe-lines	770.4	100.0	199.2	166.7	126.0	100.0	108.9
Transport et entreposage	1,059.9	100.0	155.3	144.4	138.1	152.7	186.0
Communications	2,276.6	100.0	118.3	127.7	122.9	126.1	131.5
Services d'électricité	5,017.6	100.0	115.3	128.4	133.1	131.0	127.1
Commerce, finances et autres activités commerciales	738.0	100.0	140.9	160.9	165.5	139.8	116.0
Total des industries non-manufacturières	16,454.3	100.0	131.8	151.1	153.7	156.7	162.8
TOTAL	21,227.4	100.0	132.9	149.8	151.3	151.1	150.7

* Seules les données fournies par les entreprises qui ont participé aux enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1980 relatives aux années 1980 à 1985 (chacune de ces années), soit 227 entreprises, ont servi à l'élaboration de ce tableau.

TABLEAU 17

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS* DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES (1980-1985)
EN DOLLARS COURANTS D'APRÈS LES RÉPONSES À L'ENQUÊTE D'OCTOBRE 1980

(1980 = 100.0)

Industrie	Valeur de référence	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Aliments et boissons	335.2	100.0	107.8	98.7	104.9	104.6	103.7
Produits forestiers	1,390.3	100.0	156.7	136.1	102.5	113.8	88.6
Métaux de Première Transf.	954.3	100.0	142.1	133.2	105.0	77.5	98.7
Produits chimiques	587.0	100.0	195.4	226.0	288.9	246.6	176.1
Matériel de transport	534.2	100.0	108.2	124.2	198.9	64.5	69.2
Autres industries manufact.	887.4	100.0	112.2	113.1	114.6	120.4	136.2
Total des industries manufacturières	4,688.4	100.0	141.1	138.4	139.8	118.0	109.5
Compagnies minières	1,312.9	100.0	120.5	129.5	103.6	103.2	91.9
Cies de pétrole et de gaz	5,897.1	100.0	138.7	179.2	204.6	218.9	229.6
Transport du pétrole et du gaz par pipe-lines	818.5	100.0	182.2	90.2	77.8	83.1	102.0
Transport et entreposage	1,077.6	100.0	153.9	144.2	157.7	176.5	188.0
Communications	2,275.6	100.0	114.7	124.1	116.3	120.3	125.6
Services d'électricité	5,620.1	100.0	103.7	110.5	129.0	136.9	114.3
Commerce, finances et autres activités commerciales	846.7	100.0	118.2	120.1	126.9	110.2	104.9
Total des industries non-manufacturières	17,848.2	100.0	125.2	137.9	149.8	158.0	155.6
TOTAL	22,536.6	100.0	128.5	138.0	147.7	149.7	146.0

* Seules les données fournies par les entreprises qui ont participé aux enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1980 relatives aux années 1980 à 1985 (chacune de ces années), soit 227 entreprises, ont servi à l'élaboration de ce tableau.

TABLEAU 18

GENRES DE MODIFICATIONS DES PROJETS

(Répartition en pourcentage des réponses)

Genre de modification	1980	1981	1982-1985
Projets abandonnés	3.7	4.0	2.9
Projets retardés	15.1	18.4	10.6
Réduction des projets actuels	17.3	13.9	9.5
Expansion des projets actuels	7.4	12.6	17.2
Introduction de nouveaux projets	5.7	13.4	17.8
Projets futurs anticipés	2.0	3.0	3.4
Réintroduction de projets retardés	0.3	2.8	5.2
Plans inchangés	47.2	30.1	33.0
Non spécifié	1.4	1.8	0.6
TOTAL	100.0	100.0	100.0
Nombre de réponses	352	396	349
Nombre de compagnies	268	267	240

Nota: Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 19

MOTIFS DE MODIFICATION DES PROJETS

1980

(Répartition en pourcentage des réponses)

Motif de modification	Révisions en hausse	Révisions en baisse	Aucune modification	Total
Demande du marché national	3.3	6.8	0.2	10.3
Demande des marchés étrangers	0.7	3.5	0.2	4.4
Capacité	0.7	2.4	0.2	3.3
Taux de rendement	1.1	3.5	-	4.6
Financement externe	1.1	0.9	-	2.0
Financement interne	1.5	2.9	-	4.4
Coûts - main-d'oeuvre	0.9	0.7	0.2	1.8
Coûts - Autres	0.7	0.4	-	1.1
Grèves	-	1.3	0.2	1.5
Réglementation du gouvernement	0.2	4.0	-	4.2
Meilleures évaluations	10.8	17.0	0.2	28.0
Reports	3.5	10.4	-	13.9
Autres raisons	2.6	5.1	0.2	7.9
Non spécifié	3.1	1.8	7.7	12.6
TOTAL	30.2	60.6	9.3	100.0
Nombre de réponses	137	275	42	454
Nombre d'entreprises	89	140	39	268

Nota: Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 20

MOTIFS DE MODIFICATION DES PROJETS

1981

(Répartition en pourcentage des réponses)

Motif de modification	Révisions en hausse	Révisions en baisse	Aucune modification	Total
Demande du marché national	9.1	6.0	-	15.1
Demande des marchés étrangers	2.7	3.1	-	5.8
Capacité	3.3	2.2	0.4	5.9
Taux de rendement	1.8	4.9	-	6.7
Financement externe	0.9	1.5	-	2.4
Financement interne	1.6	4.0	-	5.6
Coûts - main-d'oeuvre	0.9	0 2	-	1.1
Coûts - Autres	0.7	0.9	-	1.6
Grèves	0.2	-	-	0.2
Réglementation du gouvernement	3.3	5.6	-	8.9
Meilleures évaluations	18.2	9.1	0.2	17.5
Reports	6.0	5.1	-	11.1
Autres raisons	3.8	4.2	0.2	8.2
Non spécifié	1.8	1.3	6.7	9.8
TOTAL	44.4	48.1	7.5	100.0
Nombre de réponses	244	264	41	549
Nombre d'entreprises	110	117	40	267

Nota: Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 21

MOTIFS DE MODIFICATION DES PROJETS

1982 - 1985

(Répartition en pourcentage des réponses)

Motif de modification	Révisions en hausse	Révisions en baisse	Aucune modification	Total
Demande du marché national	12.7	3.8	0.2	16.7
Demande des marchés étrangers	3.3	1.9	0.2	5.4
Capacité	5.8	1.9	-	7.7
Taux de rendement	4.4	2.7	0.6	7.7
Financement externe	1.5	0.8	-	2.3
Financement interne	2.3	1.5	0.2	4.0
Coûts - main-d'oeuvre	0.4	0.2	0.2	0.8
Coûts - Autres	0.4	0.8	-	1.2
Grèves	-	-	-	-
Réglementation du gouvernement	3.5	5.0	0.2	8.7
Meilleures évaluations	11.5	4.4	0.4	16.3
Reports	6.9	0.8	-	7.7
Autres raisons	3.8	2.1	0.4	6.3
Non spécifié	3.5	0.8	10.8	15.1
TOTAL	60.0	26.7	13.3	100.0
Nombre de réponses	288	128	64	480
Nombre d'entreprises	127	55	58	240

Nota: Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 22

GENRES ET MOTIFS DE RÉVISIONS EN BAISSE DES IMMOBILISATIONS - CANADA

1980

(Répartition en pourcentage des réponses)

GENRES DE MODIFICATIONS

Motifs de modification	Annulation	Renvoi à plus tard	Réduction	Expansion	Nouveaux Projets	Anticipation	Reprise de projets retardés	Aucune modification	Non spécifié	Total
Demande du marché national	1.1	4.4	3.3	0.7	1.1	0.4	-	0.4	-	11.3
Demande des marchés étrangers	0.7	4.0	1.1	-	-	-	-	-	-	5.8
Capacité	0.4	1.1	1.1	0.7	-	0.4	-	0.4	-	4.0
Taux de rendement	0.7	1.8	2.2	0.4	0.4	0.4	-	-	-	5.8
Financement externe	-	0.7	0.7	-	-	-	-	-	-	1.5
Financement interne	0.4	1.5	1.5	0.4	0.4	-	-	0.7	-	4.7
Coûts - Main-d'oeuvre	-	0.4	0.7	-	-	-	-	-	-	1.1
Coûts - autres	-	-	-	-	-	-	-	0.7	-	0.7
Grèves	-	1.1	1.1	-	-	-	-	-	-	2.2
Règlementation du gouvernement	1.1	3.3	2.2	-	-	-	-	-	-	6.5
Meilleures évaluations	-	3.3	6.2	0.4	0.4	-	-	17.8	-	28.0
Carry-overs	-	2.9	9.5	0.7	-	-	-	3.6	0.4	17.1
Autres raisons	1.1	2.2	0.7	0.4	1.1	-	-	2.5	0.4	8.4
Non spécifié	0.4	1.1	-	-	-	-	-	1.5	-	2.9
TOTAL	5.8	27.6	30.2	3.6	3.3	1.1	-	27.6	0.7	100.0

Nombre de réponses 137

Nombre d'entreprises 89

Nota: Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 23

GENRES ET MOTIFS DE RÉVISIONS EN HAUSSE DES IMMOBILISATIONS - CANADA

1980

(Répartition en pourcentage des réponses)

GENRES DE MODIFICATIONS

Motifs de modification	Annulation	Renvoi à plus tard	Réduction	Expansion	Nouveaux Projets	Antici-pation	Reprise de projets retardés	Aucune modifi-cation	Non spécifié	Total
Demande du marché national	-	0.7	-	4.4	4.4	0.7	-	0.7	-	10.9
Demande des marchés étrangers	-	0.7	-	-	1.5	-	-	-	-	2.2
Capacité	-	-	-	1.5	0.7	-	-	-	-	2.2
Taux de rendement	0.7	-	-	-	1.5	0.7	0.7	-	-	3.6
Financement externe	-	-	-	0.7	-	0.7	-	1.5	0.7	3.6
Financement interne	-	-	-	1.5	0.7	1.5	-	0.7	0.7	5.1
Coûts - Main-d'oeuvre	-	-	-	0.7	-	-	-	2.2	-	2.9
Coûts - autres	-	-	-	-	-	-	-	2.2	-	2.2
Grèves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlementation du gouvernement	-	-	0.7	-	-	-	-	-	-	0.7
Meilleures évaluations	-	-	0.7	2.9	1.5	-	0.7	29.9	-	35.8
Carry-overs	-	-	0.7	4.4	0.7	-	-	5.1	0.7	11.7
Autres raisons	0.7	-	0.7	1.5	2.2	-	-	3.6	-	8.8
Non spécifié	0.7	-	-	0.7	-	-	-	8.8	-	10.2
TOTAL	2.2	1.5	2.9	18.2	13.1	3.6	1.5	54.7	2.2	100.0

Nombre de réponses 137

Nombre d'entreprises 89

Nota: Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 24

GENRES ET MOTIFS DE RÉVISIONS EN BAISSE DES IMMOBILISATIONS - CANADA

1981

(Répartition en pourcentage des réponses)

GENRES DE MODIFICATIONS

Motifs de modification	Annulation	Renvoi à plus tard	Réduction	Expansion	Nouveaux Projets	Anticipation	Reprise de projets retardés	Aucune modification	Non spécifié	Total
Demande du marché national	0.8	4.2	5.3	1.1	1.1	-	-	-	-	12.5
Demande des marchés étrangers	-	4.2	2.3	-	-	-	-	-	-	6.4
Capacité	0.4	1.9	-	0.4	1.5	-	0.4	-	-	4.5
Taux de rendement	2.3	2.3	2.7	-	2.7	0.4	-	-	-	10.2
Financement externe	-	1.9	1.1	-	-	-	-	-	-	3.0
Financement interne	0.4	4.2	3.4	-	-	-	-	0.4	-	8.3
Coûts - Main-d'oeuvre	-	-	.4	-	-	-	-	-	-	0.4
Coûts - autres	-	1.5	-	0.4	-	-	-	-	-	1.9
Grèves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlementation du gouvernement	2.7	4.5	4.2	0.4	-	-	-	-	-	11.7
Meilleures évaluations	-	3.0	2.3	0.8	1.5	-	-	11.4	-	18.9
Carry-overs	-	1.9	4.9	0.8	0.4	-	-	2.7	-	10.6
Autres raisons	1.1	3.4	1.1	0.4	1.1	-	-	1.5	-	8.7
Non spécifié	-	1.1	0.4	-	-	-	-	1.1	-	2.7
TOTAL	7.6	34.1	28.0	4.2	8.3	0.4	0.4	17.0	-	100.0

Nombre de réponses 264

Nombre d'entreprises 117

Nota: Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 25

GENRES ET MOTIFS DE RÉVISIONS EN HAUSSE DES IMMOBILISATIONS - CANADA

1981

(Répartition en pourcentage des réponses)

GENRES DE MODIFICATIONS

Motifs de modification	Annulation	Renvoi à plus tard	Réduction	Expansion	Nouveaux Projets	Antici-pation	Reprise de projets retardés	Aucune modifi-cation	Non spécifié	Total
Demande du marché national	0.8	0.8	0.8	5.3	8.2	2.0	1.2	0.8	0.4	20.5
Demande des marchés étrangers	-	1.2	0.4	0.8	2.9	-	0.4	-	0.4	6.1
Capacité	-	-	-	2.5	2.5	1.2	0.4	0.4	0.4	7.4
Taux de rendement	-	0.8	0.4	-	1.2	0.8	0.4	-	-	4.1
Financement externe	-	0.4	-	0.8	-	0.4	-	-	0.4	2.0
Financement interne	-	0.4	0.4	0.8	0.8	0.8	-	-	0.4	3.7
Coûts - Main-d'oeuvre	-	-	-	0.8	0.4	-	-	0.4	0.4	2.0
Coûts - autres	0.4	-	-	-	0.4	-	-	0.4	0.4	1.6
Grèves	-	0.4	-	-	-	-	-	-	-	0.4
Règlementation du gouvernement	0.4	0.8	1.2	1.2	2.0	0.8	0.4	0.4	-	7.4
Meilleures évaluations	-	0.4	0.8	2.5	2.5	-	-	11.9	0.4	18.4
Carry-overs	-	0.4	0.4	6.1	0.4	-	2.0	3.3	0.8	13.5
Autres raisons	-	1.2	-	1.6	3.7	-	-	2.0	-	8.6
Non spécifié	-	-	-	1.2	-	-	0.4	2.5	-	4.1
TOTAL	2.0	7.0	4.5	23.8	25.0	6.1	5.3	22.1	4.1	100.0

Nombre de réponses 244

Nombre d'entreprises 110

Nota: Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 26

GENRES ET MOTIFS DE RÉVISIONS EN BAISSE DES IMMOBILISATIONS - CANADA

1982 - 1985

(Répartition en pourcentage des réponses)

GENRES DE MODIFICATIONS

Motifs de modification	Annulation	Renvoi à plus tard	Réduction	Expansion	Nouveaux Projets	Anticipation	Reprise de projets retardés	Aucune modification	Non spécifié	Total
Demande du marché national	0.8	4.7	3.1	-	3.1	0.8	0.8	0.8	-	14.1
Demande des marchés étrangers	0.8	3.1	1.6	-	0.8	-	-	0.8	-	7.0
Capacité	-	3.1	-	-	2.3	-	0.8	0.8	-	7.0
Taux de rendement	2.3	3.1	3.1	-	0.8	-	-	0.8	-	10.2
Financement externe	0.8	0.8	0.8	-	0.8	-	-	-	-	3.1
Financement interne	0.8	1.6	2.3	-	0.8	-	-	-	-	5.5
Coûts - Main-d'oeuvre	-	-	-	-	0.8	-	-	-	-	0.8
Coûts - autres	0.8	1.6	0.8	-	-	-	-	-	-	3.1
Grèves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlementation du gouvernement	3.1	4.7	8.6	0.8	-	0.8	0.8	-	-	18.8
Meilleures évaluations	-	2.3	2.3	0.8	-	-	-	10.9	-	16.4
Carry-overs	-	0.8	1.6	-	-	-	0.8	-	-	3.1
Autres raisons	0.8	2.3	1.6	-	1.6	-	-	1.6	-	7.8
Non spécifié	-	-	-	-	-	-	-	3.1	-	3.1
TOTAL	10.2	28.1	25.8	1.6	10.9	1.6	3.1	18.8	-	100.0

Nombre de réponses 128

Nombre d'entreprises 55

Nota: Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 27

GENRES ET MOTIFS DE RÉVISIONS EN HAUSSE DES IMMOBILISATIONS - CANADA

1982 - 1985

(Répartition en pourcentage des réponses)

GENRES DE MODIFICATIONS

Motifs de modification	Annulation	Renvoi à plus tard	Réduction	Expansion	Nouveaux Projets	Anticipation	Reprise de projets retardés	Aucune modification	Non spécifié	Total
Demande du marché national	0.7	1.4	1.4	6.3	8.3	1.7	0.7	0.7	-	21.2
Demande des marchés étrangers	-	0.3	0.7	1.7	2.1	0.3	0.3	-	-	5.6
Capacité	0.3	0.3	-	2.4	4.5	1.0	0.7	0.3	-	9.7
Taux de rendement	-	0.3	1.0	0.3	3.8	0.3	0.7	0.3	0.3	7.3
Financement externe	-	0.3	-	0.7	0.7	-	0.3	0.3	-	2.4
Financement interne	-	-	0.3	0.7	0.7	-	1.4	0.7	-	3.8
Coûts - Main-d'oeuvre	-	-	-	-	-	-	-	0.7	-	0.7
Coûts - autres	-	-	-	-	-	-	-	0.6	-	0.7
Grèves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlementation du gouvernement	-	0.3	1.0	1.4	1.7	0.3	0.7	0.3	-	5.9
Meilleures évaluations	-	0.3	1.0	4.5	3.1	0.7	0.3	8.7	0.3	19.1
Carry-overs	-	-	0.7	5.6	1.0	-	2.1	2.1	-	11.5
Autres raisons	0.3	0.7	-	1.7	2.4	-	0.3	0.7	-	6.3
Non spécifié	-	0.7	-	1.0	0.3	0.3	0.7	2.8	-	5.9
TOTAL	1.4	4.9	6.3	26.4	28.8	4.9	8.3	18.4	0.7	100.0

Nombre de réponses 288

Nombre d'entreprises 127

Nota: Les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 28

TOTAL DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS - RÉPARTITION PAR OBJECTIFS

	Nombre d'entreprises	1980	1981
		($ Millions)	
Recherche et développement	83	167.6	252.5
Réduction de la pollution	117	582.9	767.1
Milieu de travail	94	130.7	186.9
Agrandissement des installations - Emplacement actuel	196	6,406.1	9,323.0
Amélioration et remplacement des installations actuelles	220	3,831.0	5,326.0
Agrandissement des installations - Nouvel emplacement	119	7,706.4	9,361.4
Autres	82	3,175.6	4,031.9
TOTAL	265	22,000.3	29,248.8

Nota: Données réelles de 1980 et projets révisés pour 1981.

TABLEAU 29

TOTAL DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS - RÉPARTITION PAR OBJECTIFS

(Répartition en pourcentage du total*)

	Industries manufacturières		Industries non-manufacturières		Total	
	1980	1981	1980	1981	1980	1981
Recherche et développement	.9	1.2	.7	.8	.8	.9
Réduction de la pollution	3.8	4.4	2.3	2.0	2.6	2.6
Milieu de travail	1.4	1.3	.3	.4	.6	.6
Agrandissement des installations - Emplacement actuel	34.5	36.5	27.4	30.3	29.1	31.9
Amélioration et remplacement des installations actuelles	32.2	32.6	12.8	13.2	17.4	18.2
Agrandissement des installations - Nouvel emplacement	16.9	12.4	40.7	38.9	35.0	32.0
Autres	10.3	11.6	15.7	14.6	14.4	13.8
TOTAL	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

* Les pourcentages pourraient ne pas atteindre 100 %, les chiffres ayant été arrondis.

TABLEAU 30

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS - RÉPARTITION PAR OBJECTIFS

1981/1980

(Taux de modification annuel des niveaux de dépenses)

	Industries manufacturières	Industries non-manufacturières	Total
Recherche et développement	79.1	38.6	50.6
Réduction de la pollution	68.5	12.2	31.6
Milieu de travail	38.1	49.2	42.9
Agrandissement des installations - Emplacement actuel	53.0	42.5	45.5
Amélioration et remplacement des installations actuelles	46.6	33.0	39.0
Agrandissement des installations - Nouvel emplacement	6.3	23.4	21.4
Autres	62.9	19.6	26.9
TOTAL*	44.7	29.2	32.9

* Les modifications annuelles de l'ensemble des investissements sont différentes de celles qui apparaissent dans le tableau 2. Cela est dû au champ d'application.

TABLEAU 31

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES - 1980-1981

PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

(En millions de dollars courants)

	1980		1981		Taux de variation annuels 1981/1980	Révisions entre les enquêtes (%) 1980	Révisions entre les enquêtes (%) 1981
Industries manufacturières	259	(6,401)	483	(8,953)	86.2 (39.8)	3.8 (0.3)	4.6 (0.1)
Industries non-manufacturières	1,201	(18,955)	1,596	(25,370)	32.8 (33.8)	-10.5 (-7.6)	-10.3 (-1.2)
TOTAL	1,460	(25,356)	2,079	(34,323)	42.3 (35.3)	-8.3 (-5.7)	- 7.3 (-0.9)

Nota: Données réelles de 1980 et projets révisés pour 1981. Il s'agit de sommes en dollars relatives aux années 1980-1981; les données sont tirées de l'enquête d'avril 1981 et concernent les entreprises qui ont répondu aux questions des deux enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1980.

Aux fins de comparaison, les chiffres concernant le Canada sont cités entre parenthèses.

TABLEAU 32

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

	Taux de variation annuels	Révisions entre les enquêtes	
	1981/1980	1980	1981
	(%)	(%)	
Entreprises sous contrôle étranger			
Industries manufacturières	153.4 (36.9)	9.3 (-0.3)	-0.2 (3.8)
Industries non-manufacturières	62.9 (27.8)	-6.1 (-7.9)	-27.5 (-11.0)
TOTAL	91.4 (31.0)	-1.7 (-5.4)	-18.1 (-6.2)
Entreprises sous contrôle canadien			
Industries manufacturières	28.5 (42.9)	-0.5 (0.9)	13.9 (-3.4)
Industries non-manufacturières	24.5 (36.7)	-11.7 (-7.4)	-2.0 (4.0)
TOTAL	25.0 (37.9)	-10.4 (-5.9)	-0.1 (2.4)

Nota: Données réelles de 1980 et projets révisés pour 1981. Aux fins de comparaisons, le chiffres concernant le Canada sont données entre parenthèses.

TABLEAU 33

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

	Taux de variation annuels	Révisions entre les enquêtes	
	1981/1980	1980	1981
	(%)	(%)	
Entreprises du secteur public	27.5 (35.2)	-8.3 (-8.9)	4.6 (1.8)
Entreprises du secteur privé	55.7 (35.4)	-8.3 (-4.2)	-14.5 (-2.0)
Industries manufacturières	80.1 (35.7)	4.1 (0.1)	0.6 (0.8)
Industries non-manufacturières	43.5 (35.2)	-13.4 (-6.4)	-21.8 (-3.5)

Nota: Données réelles de 1980 et projets révisés pour 1981. Aux fins de comparaison, les chiffres concernant le Canada sont données entre parenthèses.

TABLEAU 34

ENTREPRISES À SIÈGE SOCIAL DANS LA RÉGION DE L'ATLANTIQUE*
PRÉVISIONS DE 1981 ET 1982

(Répartition en pourcentage des réponses)

	1981/80			1982/81		
	HAUSSE/ AMÉLIORATION	AUCUNE MODIFICATION	BAISSE/ DÉGRADATION	HAUSSE/ AMÉLIORATION	AUCUNE MODIFICATION	BAISSE/ DÉGRADATION
Ventes au Canada	78.5 (62.6)	21.4 (26.9)	- (10.3)	85.7 (74.5)	14.2 (20.9)	- (4.5)
Ventes à l'exportation	58.3 (49.2)	25.0 (32.6)	16.6 (18.0)	83.3 (60.1)	16.6 (30.0)	-(9.8)
Bénéfices	46.1 (48.3)	30.7 (21.3)	23.0 (30.2)	50.0 (65.8)	16.6 (17.5)	33.3 (16.6)
Emploi dans les entreprises canadiennes	28.5 (40.8)	64.2 (49.8)	7.1 (9.3)	28.5 (43.5)	64.2 (50.8)	7.1 (5.6)
Situation financière des entreprises	28.5 (34.8)	35.7 (41.4)	35.7 (23.6)	21.4 (44.8)	42.8 (42.2)	35.7 (12.9)
Situation des entreprises canadiennes	- (21.7)	57.1 (46.8)	42.8 (31.3)	28.5 (40.7)	42.8 (38.1)	28.5 (21.0)
Climat de l'investissement étranger	57.1 (43.5)	28.5 (50.3)	14.2 (6.1)	42.8 (42.5)	42.8 (53.5)	14.2 (3.9)

Nota: Pour fins de comparaison, les chiffres concernant le Canada sont cités entre parenthèses.

* Quinze entreprises dont le siège social se trouve dans les provinces de l'Atlantique ont participé à l'enquête.

TABLEAU 35

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES - 1980-1981

QUÉBEC

(En millions de dollars courants)

	1980	1981	Taux de variation annuels 1981/1980	Révisions entre les enquêtes (%) 1980	Révisions entre les enquêtes (%) 1981
Industries manufacturières	1,003 (6,401)	1,246 (8,953)	24.2 (39.8)	4.0 (0.3)	-4.3 (0.1)
Industries non-manufacturières	3,641 (18,955)	4,336 (25,370)	19.0 (33.8)	-8.8 (-7.6)	4.0 (-1.2)
TOTAL	4,644 (25,356)	5,582 (34,323)	20.2 (35.3)	-6.3 (-5.7)	2.0 (-0.9)

Nota: Données réelles de 1980 et projets révisés pour 1981. Il s'agit de données en dollars pour les années 1980-1981; ces données sont tirées de l'enquête d'avril 1981 et concernent les entreprises qui ont répondu aux questions des deux enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1980.

Aux fins de comparaison, les chiffres concernant le Canada sont cités entre parenthèses.

TABLEAU 36

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

QUÉBEC

	Taux de variation annuels	Révisions entre les enquêtes	
	1981/1980	1980	1981
	(%)	(%)	
Entreprises sous contrôle étranger			
Industries manufacturières	21.2 (36.9)	-8.8 (-0.3)	-3.9 (3.8)
Industries non-manufacturières	57.4 (27.8)	-12.9 (-7.9)	-10.9 (-11.0)
TOTAL	38.3 (31.0)	-10.8 (-5.4)	-7.8 (-6.2)
Entreprises sous contrôle canadien			
Industries manufacturières	25.7 (42.9)	12.0 (0.9)	-4.5 (-3.4)
Industries non-manufacturières	15.6 (36.7)	-8.4 (-7.4)	6.2 (4.0)
TOTAL	17.3 (37.9)	-5.5 (-5.9)	4.1 (2.4)

Nota: Données réelles de 1980 et projets révisés 1981. Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

TABLEAU 37

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

QUÉBEC

	Taux de variation annuels	Révisions entre les enquêtes			
	1981/1980	1980		1981	
	(%)	(%)			
Entreprises du secteur public	13.4 (35.2)	-9.1	(-8.9)	1.2	(1.8)
Entreprises du secteur privé	30.0 (35.4)	-1.9	(-4.2)	3.1	(-2.0)
Industries manufacturières	14.8 (35.7)	2.7	(0.1)	-3.6	(0.8)
Industries non-manufacturières	44.1 (35.2)	-5.9	(-6.4)	8.6	(-3.5)

Nota: Données réelles de 1980 et projets révisés pour 1981. Aux fins de comparaison, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

TABLEAU 38

ENTREPRISES À SIÈGE SOCIAL DANS LA RÉGION DE QUÉBEC*
PRÉVISIONS DE 1981 et 1982

(Répartition en pourcentage des réponses)

	1981/80			1982/81		
	HAUSSE/ AMÉLIORATION	AUCUNE MODIFICATION	BAISSE/ DÉGRADATION	HAUSSE/ AMÉLIORATION	AUCUNE MODIFICATION	BAISSE/ DÉGRADATION
Ventes au Canada	58.1 (62.6)	37.2 (26.9)	4.6 (10.3)	61.9 (74.5)	35.7 (20.9)	2.3 (4.5)
Ventes à l'exportation	47.2 (49.2)	25.0 (32.6)	27.7 (18.0)	71.4 (60.1)	14.2 (30.0)	14.2 (9.8)
Bénéfices	44.1 (48.3)	23.2 (21.3)	32.5 (30.2)	73.8 (65.8)	11.9 (17.5)	14.2 (16.6)
Emploi dans les entreprises canadiennes	29.5 (40.8)	54.5 (49.8)	15.9 (9.3)	35.7 (43.5)	54.7 (50.8)	9.5 (5.6)
Situation financière des entreprises	35.0 (34.8)	47.5 (41.4)	17.5 (23.6)	44.7 (44.8)	42.1 (42.2)	13.1 (12.9)
Situation des entreprises canadiennes	20.0 (21.7)	52.5 (46.8)	27.5 (31.3)	40.0 (40.7)	35.0 (38.1)	25.0 (21.0)
Climat de l'investissement étranger	58.3 (43.5)	37.5 (50.3)	4.1 (6.1)	47.8 (42.5)	47.8 (53.5)	4.3 (3.9)

Nota: Pour fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont cités entre parenthèses.

* 47 entreprises interrogées ont leur siège social au Québec.

TABLEAU 39

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES - 1980-1981

ONTARIO

(En millions de dollars courants)

			Taux de variation annuels	Révisions entre les enquêtes (%)	
	1980	1981	1981/1980	1980	1981
Industries manufacturières	2,917 (6,401)	4,278 (8,953)	46.6 (39.8)	-0.9 (0.3)	-1.5 (0.1)
Industries non-manufacturières	3,600 (18,955)	5,062 (25,370)	40.6 (33.8)	-10.0 (-7.6)	-0.1 (-1.2)
TOTAL	6,517 (25,356)	9,340 (34,323)	43.3 (35.3)	-6.2 (-5.7)	-0.7 (-0.9)

Nota: Données réelles de 1980 et projets révisés pour 1981. Il s'agit de sommes en dollars relatives aux années 1980-1981; les données sont tirées de l'enquête d'avril 1981 et concernent les entreprises qui ont répondu aux questions des deux enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1980.

Aux fins de comparaison, les chiffres concernant le Canada sont cités entre parenthèses.

TABLEAU 40

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

ONTARIO

	Taux de variation annuels	Révisions entre les enquêtes	
	1981/1980	1980	1981
	(%)	(%)	
Entreprises sous contrôle étranger			
Industries manufacturières	36.7 (36.9)	0.5 (-0.3)	2.2 (3.8)
Industries non-manufacturières	113.0 (27.8)	-19.8 (-7.9)	15.7 (-11.0)
TOTAL	49.8 (31.0)	-3.6 (-5.4)	5.2 (-6.2)
Entreprises sous contrôle canadien			
Industries manufacturières	61.1 (42.9)	-2.9 (0.9)	-5.7 (-3.4)
Industries non-manufacturières	32.5 (36.7)	-8.8 (-7.4)	-2.4 (4.0)
TOTAL	40.2 (37.9)	-7.3 (-5.9)	-3.5 (2.4)

Nota: Données réelles de 1980 et projets révisés pour 1981. Aux fins de comparaison, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

TABLEAU 41

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

ONTARIO

	Taux de variation annuels	Révisions entre les enquêtes	
	1981/1980	1980	1981
	(%)	(%)	
Entreprises du secteur public	44.1 (35.2)	-15.1 (-8.9)	-6.7 (1.8)
Entreprises du secteur privé	42.9 (35.4)	-2.4 (-4.2)	1.7 (-2.0)
Industries manufacturières	40.8 (35.7)	-0.8 (0.1)	-0.4 (0.8)
Industries non-manufacturières	46.0 (35.2)	-4.6 (-6.4)	4.9 (-3.5)

Nota: Données réelles de 1980 et projets révisés pour 1981. Aux fins de comparaison, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

TABLEAU 42

ENTREPRISES AYANT LEUR SIÈGE SOCIAL EN ONTARIO*
PRÉVISIONS DE 1981 ET 1982

(Répartition en pourcentage des réponses)

	1981/80			1982/80		
	HAUSSE/ AMÉLIORATION	AUCUNE MODIFICATION	BAISSE/ DÉGRADATION	HAUSSE/ AMÉLIORATION	AUCUNE MODIFICATION	BAISSE/ DÉGRADATION
Ventes au Canada	63.2 (62.6)	24.8 (26.9)	12.0 (10.3)	77.5 (74.5)	16.6 (20.9)	5.8 (4.5)
Ventes à l'exportation	50.5 (49.2)	34.7 (32.6)	14.7 (18.0)	54.4 (60.1)	36.6 (30.0)	8.8 (9.8)
Bénéfices	56.1 (48.3)	23.1 (21.3)	20.6 (30.2)	70.4 (65.8)	20.0 (17.5)	9.5 (16.6)
Emploi dans les entreprises canadiennes	43.5 (40.8)	46.7 (49.8)	9.6 (9.3)	47.4 (43.5)	47.4 (50.8)	5.0 (5.6)
Situation financière des entreprises	41.1 (34.8)	41.1 (41.4)	17.6 (23.6)	52.2 (44.8)	41.5 (42.2)	6.1 (12.9)
Situation des affaires au Canada	26.8 (21.7)	52.1 (46.8)	21.0 (31.3)	47.3 (40.7)	39.4 (38.1)	13.1 (21.0)
Climat de l'investissement étranger	35.3 (43.5)	55.3 (50.3)	9.2 (6.1)	40.3 (42.5)	54.8 (53.5)	4.8 (3.9)

Nota: Aux fins de comparaison, les chiffres concernant le Canada sont cités entre parenthèses.

* 139 entreprises interrogées ont leur siège social en Ontario.

TABLEAU 43

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES - 1980-1981

RÉGION DES PRAIRIES

(En millions de dollars courants)

			Taux de variation annuels	Révisions entre les enquêtes (%)	
	1980	1981	1981/1980	1980	1981
Industries manufacturières	597 (6,401)	1,112 (8,953)	86.2 (39.8)	-1.6 (0.3)	29.9 (0.1)
Industries non-manufacturières	6,670 (18,955)	9,083 (25,370)	36.1 (33.8)	-7.1 (-7.6)	-7.8 (-1.2)
TOTAL	7,267 (25,356)	10,195 (34,323)	40.3 (35.3)	-6.7 (-5.7)	-4.8 (-0.9)

Nota: Données réelles de 1980 et projets révisés pour 1981. Il s'agit de sommes en dollars relatives aux années 1980-1981; les données sont tirées de l'enquête d'avril 1981 et concernent les entreprises qui ont répondu aux questions des deux enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1980.

Aux fins de comparaison, les chiffres concernant le Canada sont cités entre parenthèses.

TABLEAU 44

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES - 1980-1981

MANITOBA ET SASKATCHEWAN

(En millions de dollars courants)

	1980		1981		Taux de variation annuels 1981/1980		Révisions entre les enquêtes (%) 1980		1981	
Industries manufacturières	88	(6,401)	96	(8,953)	8.9	(39.8)	-6.0	(0.3)	-11.8	(0.1)
Industries non-manufacturières	1,268	(18,955)	2,031	(25,370)	60.2	(33.8)	1.1	(-7.6)	9.1	(-1.2)
TOTAL	1,356	(25,356)	2,127	(34,323)	56.8	(35.3)	0.6	(-5.7)	8.0	(-0.9)

Note: Données réelles de 1980 et projets révisés pour 1981. Il s'agit de sommes en dollars relatives aux années 1980-1981; les données sont tirées de l'enquête d'avril 1981 et concernent les entreprises qui ont répondu aux questions des deux enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1980.

Aux fins de comparaison, les chiffres concernant le Canada sont cités entre parenthèses.

TABLEAU 45

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES - 1980-1981

ALBERTA

(En millions de dollars courants)

	1980		1981		Taux de variation annuels 1981/1980		Révisions entre les enquêtes (%) 1980		1981	
Industries manufacturières	457	(6,401)	908	(8,953)	98.5	(39.8)	-1.3	(0.3)	32.1	(0.1)
Industries non-manufacturières	5,257	(18,955)	6,720	(25,370)	27.8	(33.8)	-7.7	(-7.6)	-11.9	(-1.2)
TOTAL	5,714	(25,356)	7,628	(34,323)	33.4	(35.3)	-7.2	(-5.7)	-8.3	(-0.9)

Nota: Données réelles de 1980 et projets révisés pour 1981. Il s'agit de sommes en dollars relatives aux années 1980-1981; les données sont tirées de l'enquête d'avril 1981 et concernent les entreprises qui ont répondu aux questions des deux enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1980.

Aux fins de comparaison, les chiffres concernant le Canada sont cités entre parenthèses.

TABLEAU 46

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

RÉGION DES PRAIRIES

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes			
	1981/1980 (%)		1980 (%)		1981 (%)	
Entreprises sous contrôle étranger						
Industries manufacturières	54.8	(36.9)	9.9	(-0.3)	35.8	(3.8)
Industries non-manufacturières	14.9	(27.8)	-7.8	(-7.9)	-17.7	(-11.0)
TOTAL	18.4	(31.0)	-6.4	(-5.4)	-13.8	(-6.2)
Entreprises sous contrôle canadien						
Industries manufacturières	130.5	(42.9)	-14.4	(0.9)	24.8	(-3.4)
Industries non-manufacturières	62.1	(36.7)	-6.2	(-7.4)	2.9	(4.0)
TOTAL	67.3	(37.9)	-6.9	(-5.9)	4.9	(2.4)

Nota: Données réelles de 1980 et projets révisés pour 1981. Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont données entre parenthèses.

TABLEAU 47

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINE GRANDES ENTREPRISES

RÉGION DES PRAIRIES

	Taux de variation annuels	Révisions entre les enquêtes	
	1981/1980	1980	1981
	(%)	(%)	
Entreprises du secteur public	54.7 (35.2)	-4.7 (-8.9)	8.0 (1.8)
Entreprises du secteur privé	37.0 (35.4)	-7.1 (-4.2)	-7.5 (-2.0)
Industries manufacturières	86.3 (35.7)	-1.7 (0.1)	30.2 (0.8)
Industries non-manufacturières	31.6 (35.2)	-7.6 (-6.4)	-11.5 (-3.5)

Nota: Données réelles de 1980 et projets révisés pour 1981. Aux fins de comparaison, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

TABLEAU 48

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

ALBERTA

	Taux de variation annuels	Révisions entre les enquêtes	
	1981/1980	1980	1981
	(%)	(%)	
Entreprises sous contrôle étranger			
Industries manufacturières	62.7 (36.9)	13.9 (-0.3)	46.2 (3.8)
Industries non-manufacturières	13.2 (27.8)	-9.0 (-7.9)	-18.9 (-11.0)
TOTAL	17.1 (31.0)	-7.5 (-5.4)	-14.7 (-6.2)
Entreprises sous contrôle canadien			
Industries manufacturières	158.0 (42.9)	-19.2 (0.9)	20.0 (-3.4)
Industries non-manufacturières	52.9 (36.7)	-5.5 (-7.4)	-1.1 (4.0)
TOTAL	61.5 (37.9)	-6.8 (-5.9)	1.2 (2.4)

Nota: Données réelles de 1980 et projets révisés pour 1981. Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

TABLEAU 49

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

ALBERTA

	Taux de variation annuels	Révisions entre les enquêtes	
	1981/1980	1980	1981
	(%)	(%)	
Entreprises du secteur public	69.0 (35.2)	-7.7 (-8.9)	11.3 (1.8)
Entreprises du secteur privé	29.4 (35.4)	-7.2 (-4.2)	-10.6 (-2.0)
Industries manufacturières	98.5 (35.7)	-1.3 (0.1)	32.1 (0.8)
Industries non-manufacturières	22.7 (35.2)	-7.7 (-6.4)	-15.0 (-3.5)

Nota: Données réelles de 1980 et projets révisés pour 1981. Aux fins de comparaison, les chiffres concernant le Canada sont données entre parenthèses.

TABLEAU 50

COMPAGNIE À SIÈGE SOCIAL DANS LES PRAIRIES
PRÉVISIONS DE 1981 ET 1982

(Répartition en pourcentage des réponses)

	1981/80			1982/81		
	HAUSSE/ AMÉLIORATION	AUCUNE MODIFICATION	BAISSE/ DÉGRADATION	HAUSSE/ AMÉLIORATION	AUCUNE MODIFICATION	BAISSE/ DÉGRADATION
Ventes au Canada	64.5 (62.6)	22.9 (26.9)	12.5 (10.3)	76.5 (74.5)	17.0 (20.9)	6.3 (4.5)
Ventes à l'exportation	45.4 (49.2)	42.4 (32.6)	12.1 (18.0)	44.1 (60.1)	41.1 (30.0)	14.7 (9.8)
Bénéfices	44.6 (48.3)	14.8 (21.3)	40.4 (30.2)	54.1 (65.8)	16.6 (17.5)	29.1 (16.6)
Emploi dans les entreprises canadiennes	50.0 (40.8)	43.7 (49.8)	6.2 (9.3)	53.0 (43.5)	40.8 (50.8)	6.1 (5.6)
Situation financière des entreprises	28.2 (34.8)	39.1 (41.4)	32.6 (23.6)	31.9 (44.8)	42.5 (42.2)	25.5 (12.9)
Situation des affaires au Canada	17.3 (21.7)	34.7 (46.8)	47.8 (31.3)	21.2 (40.7)	38.2 (38.1)	40.4 (21.0)
Climat de l'investissement étranger	50.0 (43.5)	50.0 (50.3)	- (6.1)	50.0 (42.5)	50.0 (53.5)	- (3.9)

Nota: Aux fins de comparaison, les chiffres concernant le Canada sont cités entre parenthèses.

* 57 des entreprises interrogées ont leur siège social dans la région des Prairies.

TABLEAU 51

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES - 1980-1981

C.-B. ET RÉGION DU NORD

(En millions de dollars courants)

	1980		1981		Taux de variation annuels 1981/1980	Révisions entre les enquêtes (%) 1980	Révisions entre les enquêtes (%) 1981
Industries manufacturières	1,084	(6,401)	1,240	(8,953)	14.3 (39.8)	2.0 (0.3)	-6.9 (0.1)
Industries non-manufacturières	2,718	(18,955)	3,429	(25,370)	26.1 (33.8)	-8.9 (-7.6)	8.8 (-1.2)
TOTAL	3,802	(25,356)	4,669	(34,323)	22.7 (35.3)	-6.0 (-5.7)	4.1 (-0.9)

Nota: Données réelles de 1980 et projets révisés pour 1981. Il s'agit de sommes en dollars relatives aux années 1980-1981; les données sont tirées de l'enquête d'avril 1981 et concernent les entreprises qui ont répondu aux questions des deux enquêtes d'avril 1981 et d'octobre 1980.

Aux fins de comparaison, les chiffres concernant le Canada sont cités entre parenthèses.

TABLEAU 52

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

C.-B. ET RÉGION DU NORD

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes			
	1981/1980		1980		1981	
	(%)		(%)			
Entreprises sous contrôle étranger						
Industries manufacturières	29.6	(36.9)	-3.8	(-0.3)	7.1	(3.8)
Industries non-manufacturières	21.9	(27.8)	-13.8	(-7.9)	-2.0	(-11.0)
TOTAL	23.3	(31.0)	-12.1	(-5.4)	-0.4	(-6.2)
Entreprises sous contrôle canadien						
Industries manufacturières	8.2	(42.9)	4.5	(0.9)	-12.4	(-3.4)
Industries non-manufacturières	30.2	(36.7)	-3.6	(-7.4)	20.7	(4.0)
TOTAL	22.3	(37.9)	-0.8	(-5.9)	7.8	(2.4)

Nota: Données réelles de 1980 et projets révisés pour 1981. Aux fins de comparaisons, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

TABLEAU 53

COMPARAISON DES INVESTISSEMENTS DE CERTAINES GRANDES ENTREPRISES

C.-B. ET RÉGION DU NORD

	Taux de variation annuels		Révisions entre les enquêtes			
	1981/1980		1980		1981	
	(%)		(%)			
Entreprises du secteur public	48.7	(35.2)	-5.8	(-8.9)	16.4	(1.8)
Entreprises du secteur privé	14.7	(35.4)	-6.1	(-4.2)	-0.1	(-2.0)
Industries manufacturières	14.3	(35.7)	2.0	(0.1)	-6.9	(0.8)
Industries non-manufacturières	15.0	(35.2)	-10.3	(-6.4)	4.4	(-3.5)

Nota: Données réelles de 1980 et projets révisés pour 1981. Aux fins de comparaison, les chiffres concernant le Canada sont donnés entre parenthèses.

TABLEAU 54

ENTREPRISES AYANT LEUR SIÈGE SOCIAL EN C.-B. ET DANS LA RÉGION DU NORD*
PRÉVISIONS DE 1981 ET 1982

(Répartition en pourcentage des réponses)

	1981/80			1982/81		
	HAUSSE/ AMÉLIORATION	AUCUNE MODIFICATION	BAISSE/ DÉGRADATION	HAUSSE/ AMÉLIORATION	AUCUNE MODIFICATION	BAISSE/ DÉGRADATION
Ventes au Canada	54.5 (62.6)	31.8 (26.9)	13.6 (10.3)	71.4 (74.5)	28.5 (20.9)	- (4.5)
Ventes à l'exportation	47.8 (49.2)	26.0 (32.6)	26.0 (18.0)	77.2 (60.1)	18.1 (30.0)	4.5 (9.8)
Bénéfices	25.0 (48.3)	16.6 (21.3)	58.3 (30.2)	60.8 (65.8)	17.3 (17.5)	21.7 (16.6)
Emploi dans les entreprises canadiennes	37.0 (40.8)	59.2 (49.8)	3.7 (9.3)	28.0 (43.5)	72.0 (50.8)	- (5.6)
Situation financière des entreprises	18.1 (34.8)	40.9 (41.4)	40.9 (23.6)	50.0 (44.8)	45.0 (42.2)	5.0 (12.9)
Situation des affaires au Canada	20.0 (21.7)	25.0 (46.8)	55.0 (31.3)	61.1 (40.7)	33.3 (38.1)	5.5 (21.0)
Climat de l'investissement étranger	33.3 (43.5)	66.6 (50.3)	- (6.1)	14.2 (42.5)	85.7 (53.5)	- (3.9)

Nota: Aux fins de comparaison, les chiffres concernant le Canada sont cités entre parenthèses.

* 31 des entreprises interrogées ont leur siège social en Colombie-Britannique et dans la région du Nord.

ANNEXE

- ANNEXE -

Enquête sur les investissements des entreprises
Nature et portée des données

1) Tous les tableaux contenant des données régionales regroupent des données "assorties" en raison de la variation du nombre des entreprises qui ont participé chaque année et de celles qui ont participé à différentes enquêtes. Cette méthode d'assortiment permet d'homogénéiser les comparaisons parce que seules les données des sociétés qui ont participé aux dernières enquêtes et répondu aux questions relatives à toutes les années spécifiées, c'est-à-dire 1980 et 1981, sont utilisées. Il s'agit des entreprises qui ont participé aux deux enquêtes portant sur deux années.

Le système d'assortiment mentionné ci-dessus est appliqué séparément à chaque catégorie d'investissements indiquée dans le tableau ventilé par région. Il est alors entendu que les totaux régionaux obtenus à l'aide de cet échantillon assorti ne concorderont pas nécessairement avec les totaux assortis pour l'ensemble du Canada.

2) Le fait que les sociétés interrogées n'aient pas réparti leurs dépenses par région ne cause qu'un problème minime. Le tableau suivant réconcilie les sommes totales en dollars figurant au tableau 1 et les sommes totales réparties par région.

	1980	1981
	(en milliards de dollars courants)	
Totaux conformément au tableau 1	25.36	34.32
Montants déclarés par région		
Province de l'Atlantique	1.46	2.08
Québec	4.64	5.58
Ontario	6.52	9.34
Prairies	7.27	10.20
B.-C. et régions du Nord	3.80	4.67
Régions sans affectation*	.59	1.07
TOTAL	24.28	32.94
Différences entre les totaux	1.08	1.38
Part de la différence justifiée par "l'assortiment"	.73	.93
Part de la différence justifiée par l'absence de réponses	.35	.45

Remarque: Chiffres réels de 1980 et provisions pour 1981.

* Ces données comprennent les investissements qui n'avaient pas été affectés à une région déterminée car nous ne connaissions pas la province ou la région qui bénéficierait de l'investissement; on y trouve également les dépenses relatives à des machines ou à du matériel meuble qui n'avaient pas été affectées à une région déterminée, par exemple, le matériel ferroviaire roulant, les bateaux, etc.

3) Le fait que certaines entreprises aient fourni des données globales sans les réprtir entre leurs différentes filiales devait certainement influer sur la ventilation sectorielle sur les plans régional et national, selon qu'il s'agit d'investissements relevant d'industries manufacturières ou de transformation de richesses naturelles. Par conséquent, les données sectorielles de l'I et C ne peuvent être mises au regard de celles de l'enquête de Statistique Canada sur les Investissements privés et publics au Canada (IPP) parce que les données sur les investissements recueillies auprès des entreprises sont réparties par secteur selon la spécialisation de l'entreprise.

4) Le tableau suivant ddonne la répartition des entreprises qui ont participé à l'enquête de l'I et C par secteur d'industries manufacturières et non manufacturières et par région. Comme les entreprises qui ont participé à l'enquête se situent parmi les plus importantes, elles investissent généralement dans plus d'une région et par conséquent les données pour le Canada ne correspondent pas au total des données régionales.

	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	B.-C.	CANADA
Industries manufacturières	46	88	119	72	61	156
Industries non-manufacturières	44	45	64	86	69	133
TOTAL	90	133	183	158	130	289

QUEEN HG 4090 .A5214 1981 Av
Canada. Ministère de l'indu
Rapport de Ministère de l'i

DATE DUE
DATE DE RETOUR

CARR McLEAN 38-296

INDUSTRY CANADA/INDUSTRIE CANADA
178992

Cette publication est aussi disponible en français

This document is also available in English